

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

EDMOND DE ROTHSCHILD (FRANCE)

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 83 075 820 €

Siège social : 47, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75401 Paris Cedex 08.

R.C.S. Paris B 572 037 026.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 14 mai 2025**A. – Comptes sociaux****I. – Bilan et hors bilan de la société mère au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, CCP		1.489.556	37.001
Effets publics et valeurs assimilées	2.1	72.987	78.757
Créances sur les établissements de crédit	2.2	942.714	3.260.616
Opérations avec la clientèle	2.3	1.278.771	1.218.099
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	2.4	13.900	13.314
Participations et autres titres détenus à long terme	2.5	19.478	10.026
Parts dans les entreprises liées	2.6	167.533	164.454
Immobilisations incorporelles	2.7	63.456	48.643
Immobilisations corporelles	2.8	15.956	16.428
Actions propres	2.9	-	-
Autres actifs	2.10	56.235	66.584
Comptes de régularisation	2.11	100.732	102.275
Total de l'actif		4.221.318	5.016.197

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	2.13	1.574.288	1.870.198
Opérations avec la clientèle	2.14	1.203.257	1.668.720
Dettes représentées par un titre	2.15	909.191	922.125
Autres passifs	2.10	99.282	91.120
Comptes de régularisation	2.11	78.115	97.520
Provisions	2.16	7.646	4.606
Dettes subordonnées	2.17	21.055	21.065
Capitaux propres (hors FRBG)	2.19	328.484	340.843
Capital souscrit		83.076	83.076
Primes d'émission		98.243	98.244
Réserves	2.18	32.278	32.278
Report à nouveau (+/-)		72.193	65.716
Résultat de l'exercice (+/-)		42.694	61.529
Total du passif		4.221.318	5.016.197

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
Engagements de financement		408.945	454.099
Engagements de garantie		94.972	84.490
Engagements sur titres		3.812	5.597
Engagements reçus			
Engagements de garantie		93.605	72.393
Engagements sur titres		-	910

II. – Compte de résultat de la société mère au 31 décembre 2024

((En milliers d'euros.))	Notes	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	3.1	202.535	216.887
- Intérêts et charges assimilées	3.2	-164.810	-168.212
+ Revenus des titres à revenu variable	3.3	30.535	39.096
+ Commissions (produits)	3.4	108.145	106.680
- Commissions (charges)	3.4	-26.362	-25.558
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	24.855	33.998
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	-456	-1.125
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	48.644	44.040
- Autres charges d'exploitation bancaire	3.8	-4.206	-4.133
Produit net bancaire		218.880	241.673
- Charges générales d'exploitation	3.9	-176.747	-169.767
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-11.423	-11.380
Résultat brut d'exploitation		30.710	60.526
+/- Coût du risque	3.10	-27	-226
Résultat d'exploitation		30.683	60.300
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.11	3.222	4.860
Résultat courant avant impôt		33.905	65.160
+/- Résultat exceptionnel	3.12	9.002	-
- Impôt sur les bénéfices	3.13	-213	-3.631
Résultat net		42.694	61.529

III. – Affectation du résultat

Incluse dans la note annexe 2.20

IV. – Notes annexes aux comptes de la société mère

Note 1. – Principes comptables et méthode d'évaluation

1.1. – Généralités

Les comptes annuels de Edmond de Rothschild (France) ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables.

1.2. – Principes comptables et méthodes d'évaluation**Conversion des opérations en devises**

Celles-ci sont converties aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture de l'exercice. Les titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur en devises convertie au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de conversion constatés sur ces titres ne sont pas pris en compte dans le résultat.

Crédits à la clientèle

Edmond de Rothschild (France) applique les dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables sur le traitement comptable du risque de crédit relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. L'application de ce règlement a pour conséquence de développer l'information financière en matière de risque de contrepartie et conduit à créer de nouvelles catégories de créances en comptabilité :

- créances saines : les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale,
- créances impayées : les échéances impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois (ou moins de six mois pour les crédits immobiliers) sont maintenues dans leur poste d'origine. Au-delà de ces délais, les crédits – pour l'intégralité des concours consentis au client – sont transférés en créances douteuses,

- créances restructurées : les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sain, ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés.

Edmond de Rothschild (France) définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc...), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité,
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause et report d'échéance),
- les créances douteuses : les éléments de bilan et les engagements par signatures relatifs à une contrepartie sont identifiés comme encours douteux au sein du système d'information comptable de la Banque dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré.

Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions. Les éléments concernés sont identifiés par enregistrement comptable au sein des comptes créés à cet effet.

Edmond de Rothschild (France) classe en encours douteux les encours et engagements présentant un risque de crédit avéré au titre de chacune des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur les preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur,
- lorsque la situation de la contrepartie, à une opération de crédit ou à un engagement de hors bilan, présente des caractéristiques telles que, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque la Banque a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple),
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Au titre des procédures contentieuses à prendre en considération, on peut citer les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Parmi les encours douteux, Edmond de Rothschild (France) distingue les encours douteux non compromis des encours douteux compromis :

- les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises,
- les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat,
- dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les créances litigieuses sont les créances faisant l'objet de contestations tenant soit à la nature, soit au montant, sans que la solvabilité de la contrepartie ne soit en cause. Elles sont comptabilisées dans les mêmes comptes que les créances douteuses non compromises.

Provisionnement du risque de crédit avéré : lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, total ou partiel, apparaît avéré, les créances font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat et portées en déduction des actifs.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, Edmond de Rothschild (France) applique la méthode d'actualisation des flux prévisionnels.

Portefeuille-titres

Les titres recouvrent, notamment, les valeurs suivantes, émises en France ou à l'étranger :

- valeurs mobilières – à revenu fixe ou à revenu variable,
- bons du Trésor,
- autres titres de créances négociables,
- instruments du marché interbancaire.

Ces titres font l'objet d'un classement selon l'intention qui préside à leur détention et sont, conformément aux règlements n° 2014-07 de l'ANC sur la comptabilisation des opérations sur titres et n° 2008-15 du Comité de la réglementation comptable du 4 décembre 2008 relatif à la comptabilisation des plans d'option d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés, répartis entre les catégories suivantes, titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement et titres de participation et de filiales :

- les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges. Ils sont acquis avec une intention de revente dans un délai maximum de six mois,
- les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres de placement, soit comptabilisés directement en charges, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2371-2 du présent règlement 2014-07,
- les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "titres de transaction" ou de la catégorie "titres de placement" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres d'investissement, soit comptabilisés directement en charges, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2371-2 du présent règlement 2014-07, ils sont acquis avec une intention de détention durable et font l'objet d'une couverture spécifique du risque de taux ou de ressources affectées à leur financement. La différence entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est amortie sur leur durée de vie résiduelle,
- les titres de l'activité de portefeuille, les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Ces titres sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 5 % ou, éventuellement, inférieures à 5 %, lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la présence de représentants dans les organes de gestion ou l'existence d'une autre détention indirecte par le Groupe.

Les titres figurent à l'actif du bilan publiable dans les postes suivants :

- effets publics et valeurs assimilées,
- obligations et autres titres à revenu fixe,
- actions et autres titres à revenu variable,
- participations et autres titres détenus à long terme,
- parts dans les entreprises liées,
- actions propres.

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles correspondent, pour l'essentiel, aux logiciels acquis dont la durée d'amortissement varie de un à trois ans.

Les amortissements concernant le matériel et le mobilier de bureau, le matériel informatique, les agencements et les installations ainsi que le matériel de transport s'établissent de la façon suivante :

- linéaire au taux de 10 à 25 %,
- dégressif aux taux de 37,5 % et 40 %.

L'immeuble de Edmond de Rothschild (France) a été amorti sur une durée de vingt-cinq ans.

Dans le cadre de la convergence des règles françaises vers les normes I.F.R.S. (International Financial Reporting Standards) et en conformité avec le règlement 2014-07 de l'ANC, les charges différées ou à étaler ne sont pas comptabilisées à l'actif.

Désormais, les charges différées sont obligatoirement comptabilisées :

- à l'actif si elles respectent les critères généraux de définition et de comptabilisation des actifs ou qu'elles sont attribuables au coût d'entrée des actifs,
- en charges dans le cas contraire.

Edmond de Rothschild (France) applique les dispositions du Plan Comptable Général relatives à la comptabilisation et évaluation d'actifs et aux amortissements et dépréciations d'actifs.

Les immobilisations corporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires directs).

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des logiciels informatiques. Ces derniers demeurent en immobilisations incorporelles en cours jusqu'à la date de leur mise en service.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables correspond à la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise.

Actions propres

Les actions propres de la Banque sont comptabilisées en titres de placement.

La société applique les règles d'évaluation du règlement n° 2008-15 du Comité de la réglementation comptable du 4 décembre 2008 relatif à la comptabilisation des plans d'option d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés conformément aux instructions du règlement 2014-07 de l'ANC.

La mise en œuvre de ces règles n'a pas d'impact sur nos comptes ; en effet, la société appliquait déjà les principes énoncés aux comptes individuels.

Les dotations, reprises et charges relatives aux plans sont désormais présentées dans les charges de personnel.

Les actions propres affectées à un plan font l'objet d'une provision pour charges étalée sur la période d'attribution et ajustée en fonction du nombre d'actions attribuées aux bénéficiaires.

Les actions propres non affectées à un plan sont éventuellement dépréciées si leur valeur nette comptable est supérieure à la valeur actuelle de l'action à la date d'arrêté des comptes, comme pour les autres titres de placement.

Intérêts et commissions

Les intérêts et agios sont enregistrés au compte de résultat au prorata temporis.

Les commissions sont également comptabilisées, pour l'essentiel, au prorata temporis.

Évaluation du portefeuille-titres

L'évaluation des titres détenus par la Banque à la clôture de l'exercice repose sur les principes suivants :

- les titres de transaction font l'objet d'une valorisation au prix de marché constaté en date d'arrêté, les différences d'évaluation positives ou négatives étant inscrites en compte de résultat.
- les titres de placement sont évalués au plus bas de leur valeur d'entrée et de leur valeur boursière (cours de bourse moyen du mois de décembre), ou de leur valeur probable de négociation en cas de titres non cotés,
- aucune compensation n'est opérée entre les plus-values et moins-values latentes ainsi constatées, seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille titres,
- les titres d'investissement, couverts en risque de taux, ne font pas l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de marché s'avère inférieure à leur valeur comptable. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées,
- les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage. Lorsqu'il s'agit de titres cotés, le cours boursier n'en constitue pas le seul critère d'appréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille-titres.

La valeur d'usage est calculée par une approche multicritère, notamment en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, de la quote-part des capitaux propres.

Résultats sur instruments financiers à terme

Les principes comptables adoptés sont ceux définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et les avis du Conseil National de la Comptabilité (ANC).

Ces principes reposent essentiellement sur la nature des opérations effectuées, leur qualification et le type de marché sur lequel elles sont traitées :

- opérations d'échange de conditions d'intérêts (« swaps de taux »),
- les résultats de ces instruments, utilisés dans le cadre de la couverture d'opérations identifiées dès l'origine, font l'objet d'une inscription en compte de résultat d'une manière identique à la comptabilisation des produits et charges des éléments couverts,
- opérations sur contrats à terme portant sur des taux d'intérêt (notionnel, « Euribor », etc.).

Les gains ou pertes en couverture d'opérations sur le marché physique des capitaux sont répartis sur la durée restant à courir des opérations couvertes.

Lorsque les contrats ne sont pas dénoués, deux méthodes de comptabilisation sont retenues :

- marchés organisés et assimilés : les gains ou pertes, résultant de l'évaluation des contrats sont enregistrés en résultat,
- gré à gré : seules les moins-values latentes sont provisionnées,
- contrats de garantie de taux (« FRA ») : les produits et charges de FRA en couverture sont portés en compte de résultat de façon symétrique aux produits et charges de l'instrument couvert. Dans le cas d'opérations de marché, les gains et pertes sont constatés dans le compte de résultat lors du dénouement de l'opération,
- options (de change, de taux, sur indices, sur actions) : les primes sont enregistrées en compte d'attente à l'initiation des contrats. À leur dénouement, s'il s'agit d'opérations de couverture, elles sont rapportées de façon symétrique aux résultats des opérations couvertes.

S'il s'agit d'opérations de marché, elles sont inscrites en compte de résultat. Pour les contrats non dénoués dans le cadre d'opérations de marché, les options sont revalorisées en date de situation.

L'écart de valorisation est porté en compte de résultat dans le cas de produits traités sur un marché organisé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values latentes sont provisionnées.

Engagements de retraite et autres engagements sociaux

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Désormais, les banques adhèrent aux régimes Agirc et Arrco.

La société n'applique pas la méthode préférentielle visant à provisionner les avantages postérieurs à l'emploi portant sur des régimes à prestations définies : engagement de retraite, plan de retraite supplémentaire et indemnité de fin de carrière.

Concernant les IFC, et à compter de l'exercice 2021, Edmond de Rothschild (France) applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation au lieu de la date de prise de service du membre du personnel (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19)

Les engagements IFC s'élèvent au 31 décembre 2024 à 2,9 millions d'euros. Ils étaient de 2,8 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Provision pour gratifications d'ancienneté

Dans le cadre de la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 et du règlement n° 2000-06 sur les passifs, une provision correspondant aux versements probables destinés à récompenser certains salariés présents dans l'entreprise (gratifications prévues lors de l'octroi de médailles d'honneur du travail) a été constituée à la clôture de l'exercice. Au 31 décembre 2024, cette provision s'élève à un total de 756 milliers d'euros.

Impôt sur les bénéfices

Edmond de Rothschild (France) a opté avec certaines de ses filiales pour le régime d'intégration fiscale de groupe à compter du 1^{er} janvier 2020. Les conventions signées entre ces dernières et la société mère reposent sur le principe de la prise en compte immédiate, dans le résultat de la société mère, de l'impact du régime de groupe (différence, positive ou négative, entre l'impôt groupe et l'impôt de chaque filiale calculé en l'absence de régime de groupe).

Participation des salariés

Une provision a été constituée sur la base d'un accord conclu au sein de l'Unité Economique et Sociale de Edmond de Rothschild (France).

Transactions avec les parties liées

En application du règlement 2014-07 de l'ANC, Edmond de Rothschild (France) présente les transactions avec les parties liées à la note 9 de l'annexe.

Contribution au FRU

Edmond de Rothschild (France) applique les dispositions du règlement 2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. L'application de ce règlement prévoit la compensation de certains actifs et passifs qui aurait pour conséquence un allègement des Contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU). Edmond de Rothschild (France) n'a pas eu d'opération compensée à la date d'arrêté.

Note 2. – Informations sur les postes du bilan

2.1. – Effets publics et valeurs assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Titres d'investissements	72.987	78.757
Sous-total	72.987	78.757
Dépréciations		
Total net	72.987	78.757

2.2. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	87.435		87.435	36.759		36.759
Comptes et prêts	16.375	838.516	854.891	2.438.000	783.240	3.221.240
Titres reçus en pension livrée						
Sous-total	103.810	838.516	942.326	2.474.759	783.240	3.257.999
Créances rattachées	1	387	388	813	1.804	2.617
Total	103.811	838.903	942.714	2.475.572	785.044	3.260.616

2.3. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres concours à la clientèle		
- Crédits	509.889	507.300
- Titres reçus en pension livrée	-	
Sous-total	509.889	507.300
Comptes ordinaires débiteurs	768.566	710.486
Valeurs non imputées	-	5
Total brut	1.278.455	1.217.791
Créances douteuses (1)	914	868
Dépréciations créances douteuses	-598	-560
Total (2)	1.278.771	1.218.099

(1) Les encours douteux compromis s'élèvent à 914 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Y compris des créances rattachées pour, respectivement 0 milliers d'euros en 2024 et 3.223 milliers d'euros en 2023.

Aucune créance n'est éligible au refinancement de la Banque Centrale au 31 décembre 2024.

Aucun dossier, classé en créances douteuses au 31 décembre 2024, n'a fait l'objet, au cours de l'exercice 2024, d'un reclassement en créances saines.

2.4. – Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Titres détenus	-	16.630	16.630	-	15.825	15.825
Dépréciations	-	-2.730	-2.730	-	-2.511	-2.511
Total net	-	13.900	13.900	-	13.314	13.314
Plus-values latentes (1)	-	18.435	18.435	-	18.500	18.500

(1) Entre la valeur d'acquisition des titres et leur valeur de marché.

Au cours de l'exercice, aucun transfert n'a été effectué entre catégories.

Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 154 milliers d'euros et 13 746 milliers d'euros en 2024.

Parmi les titres de placement, les parts d'OPCVM se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Français	Etranger	Total	Français	Etranger	Total
OPCVM de capitalisation	11.813	2.087	13.900	11.126	2.187	13.314
Autres OPCVM	-	-	-	-	-	-
Total	11.813	2.087	13.900	11.126	2.187	13.314

2.5. – Participations et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Titres de participation						
- Etablissements de crédit	9.738		9.738	68	-	68
- Autres entreprises	34.219	-24.479	9.740	34.594	-24.636	9.958
Sous-total	43.957	-24.479	19.478	34.662	-24.636	10.026
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Total	43.957	-24.479	19.478	34.662	-24.636	10.026

Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 8,62 millions d'euros et 10,86 millions d'euros.

Le détail des participations les plus significatives figure dans le tableau « Renseignements concernant les filiales et participations ».

2.6. – Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Entreprises à caractère financier et non financier	214.112	-44.452	169.660	213.061	-47.517	165.544
Ecarts de conversion	-2.127	-	-2.127	-1.090	-	-1.090
Total	211.985	-44.452	167.533	211.971	-47.517	164.454

Le montant total de la valeur nette comptable des titres est constitué de titres non cotés.

Liste des entreprises liées :

- Edmond de Rothschild Asset Management (France)
- Financière Boréale
- Edmond de Rothschild Corporate Finance

- Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)
- Edmond de Rothschild Real Estate (Eastern Europe) CIE SàRL (parts A et B)
- CFSH Luxembourg
- Edmond de Rothschild Building Ltd (Israël)
- SAS EDR IMMO MAGNUM

2.7. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions / dotations	Remboursements / cessions	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Fonds commercial (dont droit au bail)	3.881		-2.020		1.861
Autres immobilisations incorporelles	46.583	12.502	-1.279		57.806
Immobilisations incorporelles en cours	29.884	14.740			44.624
Total	80.348	27.242	-3.299		104.291
Amortissements - Dépréciations					
Autres immobilisations incorporelles	-31.705	-9.238	108		-40.835
Total	-31.705	-9.238	108		-40.835
Valeur nette comptable	48.643	18.004	-3.191		63.456

2.8. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions / dotations	Remboursements / cessions	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains	11.434				11.434
Constructions	21.100				21.100
Matériel informatique	8.024	1.006	-11		9.019
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	6.880	324	-648		6.556
Immobilisations corporelles en cours	965	36			1.001
Total	48.404	1.366	-659	-	49.111
Amortissements - Dépréciations					
Constructions	-20.856	-43		-	-20.899
Matériel informatique	-5.938	-1.679	275	-	-7.342
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	-5.182	-461	729	-	-4.914
Total	-31.976	-2.183	1.004	-	-33.155
Valeur nette comptable	16.428	-817	345	-	15.956

2.9. – Actions propres, plans d'options d'achat d'actions

La Banque ne détient plus d'actions propres.

Au 31 décembre 2024, il n'existe plus aucun plan d'options d'achat d'actions pour les collaborateurs d'Edmond De Rothschild (France).

2.10. – Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options				
Appels de marge	12.564	36.931	12.461	43.432
Dépôts de garantie	4.850	24.946	14.610	2.960
Divers	38.821	37.405	39.513	44.728
Total	56.235	99.282	66.584	91.120

2.11. – Comptes de régularisation actifs et passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Valeurs à l'encaissement	4	-	61	3
Charges constatées d'avance	6.568	-	11.902	-
Produits à recevoir	68.948	-	90.312	-
Produits constatés d'avance	-	5.121	-	5.605
Charges à payer	-	72.640	-	69.754
Divers	25.212	354	-	22.158
Total	100.732	78.115	102.275	97.520

2.12. – Immobilisations financières

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	34.662	9.701	-406	-	43.957
Participations dans les entreprises liées	211.971	14			211.985
Total	246.633	9.715	-406	-	255.942
Dépréciations					
Participations et autres titres détenus à long terme	-24.636		157	-	-24.479
Participations dans les entreprises liées	-47.517		3.065	-	-44.452
Total	-72.153	-	3.222	-	-68.931
Valeur nette comptable					
Obligations et autres titres à revenu fixe	-			-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	10.026	9.701	-249	-	19.478
Participations dans les entreprises liées	164.454	14	3.065	-	167.533
Total	174.480	9.715	2.816	-	187.011

2.13. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	88.681	-	88.681	12.455	-	12.455
Comptes et emprunts	-	1.468.090	1.468.090	22.814	1.817.026	1.839.840
Sous-total	88.681	1.468.090	1.556.771	35.269	1.817.026	1.852.295
Dettes rattachées	-	17.517	17.517	13	17.890	17.903
Total	88.681	1.485.607	1.574.288	35.282	1.834.916	1.870.198

2.14. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
- Comptes d'épargne à régime spécial	-	35.151	35.151	-	-	-
- Dettes rattachées	-	-	-	-	31.960	31.960
Sous-total	-	35.151	35.151	-	31.960	31.960
Autres dettes						
- Comptes ordinaires de la clientèle	810.655	-	810.655	-	549.586	549.586
- Comptes créditeurs à terme	-	339.013	339.013	-	-	-
- Titres donnés en pension livrée	-	-	-	1	18.997	18.998

- Autres dettes diverses	-	13.100	13.100	71	7.300	7.371
- Dettes rattachées	-	5.338	5.338	1.060.877	575.883	1.636.760
Sous-total	810.655	357.451	1.168.106	1.060.877	607.843	1.668.720
Total	810.655	392.602	1.203.257	1.060.877	607.843	1.668.720

2.15. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Titres du marché interbancaire et créances négociables	906.024	902.653
Emprunts obligataires		
Sous-total	906.024	902.653
Dettes rattachées	3.167	19.472
Total	909.191	922.125

2.16. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Fin exercice
Provisions pour charges						
Provisions pour médailles du travail	679	159	-58	-24	-	756
Provisions pour charges sur actions propres	-	-	-	-	-	-
Autres provisions pour charges sur litiges	-	-	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	2.392	2.747	-1.183	-42	-	3.914
Sous-total	3.071	2.906	-1.241	-66	-	4.670
Provisions pour risques						
Provisions pour litiges	1.535	1.732	-84	-207	-	2.976
Autres provisions pour risques	-	-	-	-	-	-
Sous-total	1.535	1.732	-84	-207	-	2.976
Total	4.606	4.638	-1.325	-273	-	7.646

Le régime de retraite « sur-complémentaire » mis en place en décembre 2004 a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le champ d'application des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limité e dans le temps) ou additive en régime de base.

La dette actuarielle au taux de 3,38 % est passée de 22 855 milliers d'euros à 19 982 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Taxes et contributions sur les rentes : l'article 113 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites modifie les modalités d'assujettissement aux cotisations de Sécurité Sociale, à la contribution sociale généralisée et à la contribution au remboursement de la dette sociale des contributions des employeurs destinées au financement de prestations. En contrepartie de l'exonération de charges sociales, une taxe payable exclusivement par l'entreprise a été instaurée.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2010 a instauré le doublement de la taxe assise sur les montants de rente dépassant 1/3 du plafond annuel de la Sécurité Sociale. Cette taxe est passée de 8 % à 16 %.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2011 a ensuite modifié l'assiette d'application de cette taxe. Désormais la franchise est supprimée, la taxe de 16 % est donc appliquée dès le premier euro de rente pour toute rente liquidée après le 1^{er} janvier 2001.

Le Groupe avait fait le choix de l'option de taxation sur les rentes. En fin d'année 2011, la société a opté pour un changement d'option, ouvert par la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 sur les régimes à prestations définies de type L.137-11. Elle est passée à la taxe de 12 % assise sur toutes les cotisations versées au fonds.

Indépendamment de la taxe précédente, une contribution additionnelle de 30 % dès le premier euro, à la charge de l'employeur, sur les rentes excédant huit fois le plafond annuel et liquidées à compter du 1^{er} janvier 2010, a été également instaurée. Ces impacts ont été évalués en 2009.

Le calcul de la couverture financière fait ressortir qu'un montant de - 189 milliers d'euros aurait été provisionné en 2024 contre un montant de 3 609 milliers d'euros en 2023, en application de la méthode préférentielle, non retenue par la Banque. Les actifs du régime sont valorisés à 20 171 milliers d'euros en 2024 et le gain net résiduel des services passés est nul au 31 décembre 2024.

Les provisions ne comprennent pas les indemnités de fin de carrière pour un montant de 2 905 milliers d'euros en 2024 contre 2 807 milliers d'euros en 2023.

Les provisions pour risques bancaires s'élèvent à 854 milliers d'euros en 2024, contre 757 milliers d'euros en 2023.

2.17. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Titres subordonnés à durée indéterminée (1)	21.000	21.000
Dettes rattachées	55	65
Total	21.055	21.065

(1) En juin 2007, la Banque a émis un titre super subordonné (« TSS ») d'un montant de 50,0 millions d'euros. En cas de liquidation de la société émettrice, ce titre subordonné à maturité indéterminée n'est remboursable qu'après le désintéressement des autres créanciers à l'exclusion des titulaires de prêts participatifs ou de titres participatifs.

Suite à des contacts avec un des porteurs, une offre de rachat partiel sur un nominal de 29,0 millions d'euros a été faite par Edmond de Rothschild (France) avec une décote de 7,5 %.

Après avoir obtenu le 12 juillet 2013 l'autorisation de l'ACP, l'opération de rachat des 29 millions d'euros suivie de destruction, a été effectuée en août 2013.

Le TSS est assorti de covenants financiers :

- non-paiement des intérêts en cas d'insuffisance de capital liée au non-respect du ratio prudentiel d'adéquation des fonds propres ou à la détérioration de la situation financière de la Banque,
- réduction des intérêts courus à payer et ensuite du nominal de l'émission si l'émetteur n'a pas, dans un délai déterminé, remédié à l'insuffisance de capital constatée.

Les principales caractéristiques financières de ce TSS sont les suivantes :

Date d'émission	Date de remboursement anticipé (call option)	Taux jusqu'à la date de remboursement anticipé	Taux à partir de la date de remboursement anticipé	Majoration d'intérêt (step up) à partir de la date d'option de remboursement
juin 2007	juin 2017 puis trimestriellement	6,36 % (*)	Euribor + 2,65 %	+ 100 points de base

(*) Taux fixé par référence au taux de swap 10 ans en euros relevé le 4 juin 2007 : 4,71 % + 1,65 %.

2.18. – Réserves

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Réserve légale	8.308	8.308
Réserves réglementées	152	152
Autres réserves	23.818	23.818
Total	32.278	32.278

2.19. – Évolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	83.076	98.244	32.278	65.716	61.529	340.843
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice (avant affectation)	-	-	-	6.477	36.217	42.694
Distribution de l'exercice	-	-	-	-	-55.052	-55.052
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Position à la clôture de l'exercice	83.076	98.244	32.278	72.193	42.694	328.485

Le capital social de 83.075.820,00 euros, divisé en 5.538.388 actions de 15.00 euros de nominal chacune, se répartit comme suit :

	Nombre d'actions	% d'intérêt
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.	5.538.329	100,00 %
Autres personnes physiques	59	NS
Total	5.538.388	100,00 %

Le bénéfice distribuable, en euros, s'établit comme suit :

Bénéfice de l'exercice 2024	42.693.774,53
Report à nouveau à la clôture de l'exercice	72.192.958,19
Affectation à la réserve légale	-
Bénéfice distribuable	114.886.732,72

Le bénéfice distribuable est affecté de la façon suivante (*) :

Distribution d'un dividende de 13,73 euros par action, soit	76 042 067,24 euros.
Report à nouveau	38 844 665,48 euros.

Il est précisé qu'il sera procédé au paiement d'une partie du dividende visé ci-dessus en nature au moyen de la cession des 419 actions détenues au capital de Edmond de Rothschild (Europe) par la Société au profit de Edmond de Rothschild (Suisse), dont la valeur ne sera connue qu'au moment de la cession.

(*) Cette distribution de dividendes est soumise à l'approbation usuelle de l'Assemblée Générale, prévue en date du 14 mai 2025.

2.20. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Opérations avec la clientèle (hors créances rattachées)	6.064	4.098
Passif		
Opérations avec la clientèle (hors dettes rattachées)	83.960	67.179

2.21. – Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actif					
Créances sur les établissements de crédit	567.448	15.983	359.283		942.714
Opérations avec la clientèle	793.348	122.269	57.962	305.192	1.278.771
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-

Total	1.360.796	138.252	417.245	305.192	2.221.485
Passif					-
Dettes envers les établissements de crédit	960.097	599.813	14.378		1.574.288
Opérations avec la clientèle	1.044.833	158.424			1.203.257
Dettes représentées par un titre	39.034	99.598	495.048	275.511	909.191
- Titres du marché interbancaire / T.C.N.	39.034	99.598	495.048	275.511	909.191
- Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Total	2.043.964	857.835	509.426	275.511	3.686.736

Note 3. – Informations sur les postes du compte de résultat

3.1. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	60.818	156.582
Produits sur opérations avec la clientèle	118.827	48.500
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	9.611	787
Autres intérêts et produits assimilés	13.280	11.018
Total	202.535	216.887

3.2. – Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-102.359	-79.987
Charges sur opérations avec la clientèle	-19.420	-15.723
Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-37.598	-64.005
Autres intérêts et charges assimilées	-5.433	-8.496
Total	-164.810	-168.212

3.3. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Actions et autres titres à revenu variable	2.020	12.521
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	1	1
Parts dans les entreprises liées	28.514	26.574
Total	30.535	39.096

3.4. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-8	-	-10
Opérations avec la clientèle	375	-	228	-
Opérations sur titres	-	-	-	-
Opérations de change	135	-	19	-
Opérations de hors-bilan	-	-	-	-
- Opérations sur titres	2.793	-	2.848	-
- Opérations sur instruments financiers à terme	1.740	-935	1.798	-1.054
Prestations de services financiers	103.103	-25.419	101.787	-24.494
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-
Total	108.145	-26.362	106.680	-25.558

3.5. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Titres de transaction	1.685	-37	1.648	2.518	-87	2.431
Opérations de change	331.636	-308.429	23.207	452.696	-421.129	31.567
Instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-	-	-
Total	333.321	-308.466	24.855	455.214	-421.216	33.998

3.6. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placements et assimilés

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Moins-values de cession	-	-237	-237	-	-7.138	-7.138
Plus-values de cession	1	-	1	25	-	25
Dotations / Reprises liées aux dépréciations	252	-472	-220	6.743	-755	5.988
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-	-	-
Total	253	-709	-456	6.768	-7.893	-1.125

3.7. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Refacturation de charges	12.848	12.768
Autres produits accessoires	35.431	30.626
Divers	360	647
Dotations / Reprises liées aux provisions	5	-
Total	48.644	44.040

3.8. – Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Rétrocessions de produits	-3.811	-3.602
Divers	-372	-370
Dotations / Reprises liées aux provisions	-23	-161
Total	-4.206	-4.133

3.9. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Salaires et traitements	-57.090	-56.532
Charges sociales	-29.828	-28.999
Intéressement des salariés	-627	-685
Participation des salariés	-3.297	-1.554
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-6.578	-5.609
Dotations aux provisions pour frais de personnel	-4.494	-1.606
Reprises de provisions pour frais de personnel	1.472	2.021
Sous-total frais de personnel	-100.441	-92.964
Impôts et taxes	-2.130	-4.288
Locations	-13.271	-12.599
Services extérieurs	-59.681	-58.915
Transports et déplacements	-1.221	-1.001

Autres charges diverses d'exploitation	-2	-
Dotations aux provisions pour frais administratifs	-	-
Reprises de provisions pour frais administratifs	-	-
Sous-total frais administratifs	-76.306	-76.803
Total	-176.747	-169.767

3.10. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Dotations sur dépréciations sur créances douteuses	-41	-159
Dotations aux provisions	-	-
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-1	-71
Reprises sur dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles	3	4
Reprises liées aux provisions	-	-
Récupérations sur créances amorties	11	-
Total	-27	-226

3.11. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	7.719
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Dotations aux provisions pour dépréciation sur immobilisations financières	-	-4.145
Reprises sur dépréciations des immobilisations financières	3.222	1.286
Reprises aux provisions pour risques et charges	-	-
Total	3.222	4.860

3.12. – Résultat exceptionnel

Le Résultat exceptionnel pour 2024 est de 9 002 milliers d'euros.

Il s'explique essentiellement par la plus-value de cession de la succursale italienne à EDR Europe pour 9 070 milliers d'euros

3.13. – Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices, calculé dans le cadre du régime d'intégration fiscale, présente un solde négatif de -213 milliers d'euros

Note 4. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires

Analyse des agrégats du Produit net bancaire

L'analyse du produit net bancaire, par grands secteurs d'activité, qui s'extrait de la présentation purement comptable du compte de résultat publiable, peut être résumée, très globalement, comme suit :

(En milliers d'euros.)	2024	2023
- Gestion d'actifs	85.960	84.661
- Activité à marge	31.596	34.843
- Opérations de marchés, Portefeuille titres et revenus divers	101.324	122.170
Produit net bancaire	218.880	241.674

À 219 millions d'euros, le Produit Net Bancaire de l'exercice 2024 est en baisse de -9 % par rapport à celui de 2023 (242 millions d'euros). Cette baisse de -23 millions d'euros du Produit Net Bancaire s'explique comme suit :

- les revenus liés au portefeuille titres et aux opérations de marchés baissent de -20,8 millions d'euros par rapport à 2023. Ceci est principalement imputable à la baisse des taux d'intérêts, la baisse des encours placés à la Banque de France et la baisse des revenus sur le portefeuille titres.
- le résultat lié à l'activité gestion d'actifs est en hausse de +1,3 millions d'euros (86 millions d'euros contre 84,7 millions d'euros en 2023). Cette évolution est due principalement à hausse des commissions de mouvement.
- le résultat de la marge d'intérêts est en baisse de -3,2 millions d'euros (31,6 millions d'euros contre 34,8 millions d'euros en 2023). Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des taux d'intérêts.

Note 5. – Notes sur le hors-bilan

5.1. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	10.683	5.000
Engagements de garantie	166	166

5.2. – Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sur les instruments de taux d'intérêt sont classées en portefeuille de micro-couverture. Les opérations conditionnelles sur instruments de cours de change peuvent être effectuées dans le cadre de la gestion spécialisée d'un portefeuille ou font l'objet d'un adossement. Les engagements sur instruments financiers à terme – dont la valeur nominale des contrats est exprimée (En milliers d'euros.) – et se décomposent de la manière suivante :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros.)	Micro-couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
« Swaps de devises »	1.404.697	1.372.393			1.404.697	1.372.393
« Swaps de taux »	370.728	1.266.604			370.728	1.266.604
Total	1.775.425	2.638.997			1.775.425	2.638.997
Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
« Swaps de taux » et « Swaps d'indices »	667.226				667.226	-
Sous-total	667.226	-			667.226	-
Contrats conditionnels						
« Taux » et « Indices »						
Sous-total	-					
Total	667.226	-			667.226	-

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros.)	Micro-couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
« Swaps de devises »	1.720.331	1.624.507	-	-	1.720.331	1.624.507
« Swaps de taux »	373.096	1.782.152	-	-	373.096	1.782.152
Total	2.093.427	3.406.659	-	-	2.093.427	3.406.659
Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
« Swaps de taux » et « Swaps d'indices »	638.397	-	-	-	638.397	-
Sous-total	638.397	-	-	-	638.397	-
Contrats conditionnels						

« Taux » et « Indices »	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-
Total	638.397	-	-	-	638.397	-

La ventilation par durées résiduelles des engagements ci-dessus se présente ainsi :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros.)	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	1.398.386	2.578.056	71.132	53.300	305.907	7.641
Marchés de gré à gré	39.959	-	348.867	-	278.400	-

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros.)	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	1.783.450	3.305.498	36.380	98.621	273.596	2.541
Marchés de gré à gré	-	-	192.510	-	445.887	-

Le degré d'exposition de la Banque aux risques de marché liés aux opérations sur instruments financiers, exprimé (En milliers d'euros.), peut être résumé comme suit :

Nature du risque	Opérations concernées	Hypothèses	Evaluation de la sensibilité	
			31/12/2024	31/12/2023
Risque de taux d'intérêt	Opérations de trésorerie en euros	Variation défavorable de 1 % de la courbe des taux d'intérêt	963	21
	Opérations de trésorerie en devises	Variation défavorable de 1 % de la courbe des taux d'intérêt	82	65
Risque de change	Opérations de change au comptant et à terme	Variation défavorable de 8 % des cours des devises	265	354

5.3. – Juste valeur des opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	Valeur positive		Valeur négative	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Marchés organisés et assimilés				
Contrats fermes				
« Swaps de devises » « Swaps de taux »	70.527	52.775	-7.388	-23.905
Marchés de gré à gré				
Contrats fermes				
« Swaps de taux », « Swaps sur indices »	9.657	12.728	-17.771	-8.571

Les données de 2024 ont été représentées.

La juste valeur des instruments financiers à terme est déterminée par référence à leur valeur de marché calculée quotidiennement dans le cadre de mesures de risque de contrepartie.

Note 6. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

6.1. – Nature et méthodologie du calcul

Les calculs des montants des équivalents risques et des compensations sont effectués selon les principes énoncés par le règlement de l'ANC 2014-07.

La valeur de remplacement positive des équivalents risques correspond à l'évaluation au prix de marché des contrats, avant prise en compte des effets de la compensation et des garanties reçues.

La majoration brute est le résultat du montant notionnel de l'opération auquel est appliqué un coefficient de pondération.

La majoration nette, quant à elle, est calculée selon la formule définie dans l'instruction n° 96-06 :

- majoration nette = 0,4 x majoration brute + 0,6 x RNB x majoration brute dans laquelle le RNB représente le rapport du coût de remplacement net sur le coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable.

Les taux de pondération retenus pour les types de contrepartie correspondent à ceux définis dans le règlement n° 91-05 : 20 % pour les banques et 50 % pour les clients.

6.2. – Ventilation des équivalents risque pondérés par type de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Risques pondérés bruts		Risques pondérés nets	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Banques	12.028	8.389	3.753	4.823
Clients	1.038	1.122	965	1.085

6.3. – Effet, en montant, des compensations sur la somme des équivalents risques pondérés

(En milliers d'euros.)	Effet du netting		Effet de collatéralisation	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Banques	4.074	5.453	4.201	-1.888
Clients	73	38	-	-

Note 7. – Effectif moyen

	31/12/2024	31/12/2023
Techniciens	59	71
Cadres	312	319
Agents "hors classification"	102	95
Total	473	485

Conformément aux prescriptions du Code de Commerce, la ventilation de l'effectif moyen, salarié et mis à disposition du Groupe pendant l'exercice, est communiquée par catégories.

L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif, par référence à la durée conventionnelle ou légale du travail.

Note 8. – Informations complémentaires

8.1. – Edmond de Rothschild (France) est incluse par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Edmond de Rothschild (Suisse) depuis l'exercice 2019.

Les comptes sociaux annuels tels qu'ils sont présents ont été arrêtés le 4 mars 2025, et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale le 14 mai 2025.

Note 9. – Transactions avec les parties liées

9.1. – Transactions avec les parties liées personnes physiques et autres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes, Prêts et créances rattachées	41.839	37.452
Actif	41.839	37.452

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	200	177
Passif	200	177

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	1.948	1.898
Produit net bancaire	1.948	1.898
Résultat brut d'exploitation	1.948	1.898

9.2. – Transactions avec les parties liées personnes morales

Opérations relatives au compte de résultat

31/12/2024 (En milliers d'euros.)	Relation avec la partie liée	Produits	Charges
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	Filiale	31.035	-12.854
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	Filiale	13.034	-278
Edmond de Rothschild Corporate Finance	Filiale	2.985	
Financière Boréale	Filiale	247	-1
SAS EdR Immo Magnum	Filiale	22	
Edmond de Rothschild Building Ltd (Israël)	Filiale	63	-1
CFSH Luxembourg	Filiale		-23

31/12/2023 (En milliers d'euros.)	Relation avec la partie liée	Produits	Charges
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	Filiale	28.639	-12.287
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	Filiale	11.489	-65
Edmond de Rothschild Corporate Finance	Filiale	2.688	
Financière Boréale	Filiale	342	-1
SAS EdR Immo Magnum	Filiale	19	
Edmond de Rothschild Building Ltd (Israël)	Filiale	95	

V. – Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EDMOND DE ROTHSCCHILD (FRANCE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées**Risque identifié**

Les titres de participation représentent un poste important du bilan (187 M€ au 31 décembre 2024 comparé à 174,5 M€ au 31 décembre 2023) et sont détaillés au niveau des points 2.5 et 2.6 de la Note 2- Informations sur les postes du bilan. Leur évaluation est une zone d'estimation significative.

Comme indiqué dans la Note 1 – Principes comptables et méthode d'évaluation de l'annexe, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués par référence à leur valeur d'usage.

L'estimation de la valeur d'usage de ces titres et des parts dans les entreprises liées requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer, qu'il s'agisse de données historiques (capitaux propres, cours de bourse), ou de données prévisionnelles (plan d'affaires prévisionnels).

Du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions et parce qu'une erreur de jugement de la Direction pourrait avoir un effet significatif sur les comptes annuels, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées constituait un point-clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons apprécié la documentation du choix fait par la Direction parmi les différentes méthodes de détermination de la valeur d'usage.

Pour les évaluations reposant sur des données historiques :

- Nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordaient avec les comptes audités des entités concernées ;

Pour les évaluations par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels :

- Nous avons vérifié que les prévisions relatives aux flux de trésorerie avaient été approuvées par les Directions des entités concernées,
- Nous avons apprécié la pertinence des principales hypothèses retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président du directoire

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société EDMOND DE ROTHSCHILD (FRANCE) par votre assemblée générale du 29 mai 1999 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et pour le cabinet Grant Thornton Audit.

Au 31 décembre 2024, nos deux cabinets étaient dans la 26^{ème} année de leur mission sans interruption

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Grant Thornton Audit

Frank Vanhal
Christophe Bonte

B. – Comptes consolidés**I. – Bilan consolidé IFRS**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, CCP	3.1	1.489.558	2.475.815
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2	105.976	80.481
Instruments dérivés de couverture	3.3	37.820	47.755
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.4	10.413	990
Titres au coût amorti	3.5	73.503	79.218
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	3.6	953.690	835.091
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.7	1.270.530	1.212.759
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3.3	-27.125	-35.377
Actifs d'impôts courants		-	389
Actifs d'impôts différés		14.183	12.625
Comptes de régularisation et actifs divers	3.9	113.662	144.166
Participations dans les entreprises mises en équivalence	3.10	8.872	8.534
Immobilisations corporelles	3.11	34.221	34.399
Droits d'utilisation		45.100	17.924
Immobilisations incorporelles	3.12	68.940	48.646
Ecarts d'acquisition	3.13	50.125	50.125
Total de l'actif		4.249.468	5.013.540

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.14	2.380.605	2.743.145
Instruments dérivés de couverture	3.3	2.529	3.477
Dettes envers les établissements de crédit	3.15	88.701	35.263
Dettes envers la clientèle	3.16	1.054.443	1.558.489
Dettes représentées par un titre		-	-
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3.3	-	-
Passifs d'impôts courants		2.284	274
Passifs d'impôts différés		-	-
Comptes de régularisation et passifs divers	3.9	252.977	210.761
Provisions	3.17	18.496	19.915
Dettes subordonnées	3.18	-	-
Capitaux propres		449.433	442.216
Capitaux propres part du Groupe		448.899	441.208
. Capital et réserves liées		201.195	201.195
. Réserves consolidées		175.602	174.118
. Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		12.953	5.601
. Résultat de l'exercice		59.149	60.294
Intérêts minoritaires		534	1.008
Total du passif		4.249.468	5.013.540

II. – Compte de résultat consolidé IFRS

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	4.1	196.971	198.256
- Intérêts et charges assimilées	4.2	-160.288	-149.435
+ Commissions (produits)	4.3	405.150	388.443
- Commissions (charges)	4.3	-86.309	-98.302
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.4	33.466	47.415

+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.5	84	96
+ Produits des autres activités	4.6	16.901	15.527
- Charges des autres activités	4.6	-22.680	-21.461
Produit net bancaire		383.295	380.539
- Charges générales d'exploitation	4.7	-299.373	-282.468
- Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-23.222	-23.184
Résultat brut d'exploitation		60.700	74.887
+/- Coût du risque	4.8	-97	-831
Résultat d'exploitation		60.603	74.056
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		79	-594
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	12.366	2.188
+/- Variation de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat courant avant impôt		73.048	75.650
- Impôt sur les bénéfices	4.10	-13.805	-15.927
Résultat net		59.243	59.723
- Intérêts minoritaires		-94	571
Résultat net – part du groupe		59.149	60.294
Résultat par action en euro		10,50	10,72
Résultat dilué par action en euro		10,50	10,72

III. – État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	59.243	59.723
Éléments relatifs aux variations de parités monétaires	4.246	-1.703
Variation de valeur différée des instruments dérivés de couverture (*)	-	-
Variation de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (*)	158	46
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies (*)	2.948	-1.768
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	7.352	-3.425
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	66.595	56.298
Dont part du Groupe	66.501	56.869
Dont part des intérêts minoritaires	94	-571

(*) Montants nets d'impôt

IV. – Tableau des flux de trésorerie IFRS

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'exercice	59.243	59.723
Résultat net de cessions sur actifs détenus à long terme	-12.450	-2.284
Dotations nettes aux amortissements et provisions	17.089	16.566
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-79	594
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-33.466	-47.415
Autres produits et charges calculés	1.207	1.430
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	13.805	15.927
Capacité d'autofinancement avant résultat des activités de financement et impôt	45.349	44.540
Impôt versé	-13.635	-8.670
Augmentation / diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	-399.016	-265.843
Augmentation / diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	-555.588	-695.076
Augmentation / diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	-5.354	-360.761

Augmentation / diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs non financiers	44.468	60.824
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	-883.776	-1.224.986
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Décassements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33.123	-34.091
Décassements sur acquisitions d'immobilisations financières	-9.647	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	490
Cessions ou réductions des actifs immobilisés	11.925	11.441
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-30.845	-22.160
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Augmentation / diminution de trésorerie liée aux opérations avec les actionnaires	-56.990	-96.264
Trésorerie nette provenant des opérations de financement	-56.990	-96.264
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	183	-138
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-971.428	-1.343.548
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	2.475.002	3.844.162
OPCVM monétaires qualifiés d'équivalents de trésorerie	-	-
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	14.896	-10.716
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2.489.898	3.833.446
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	1.489.436	2.475.002
OPCVM monétaires qualifiés d'équivalents de trésorerie	-	-
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	29.034	14.896
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1.518.470	2.489.898
Variation de la trésorerie nette	-971.428	-1.343.548

V. – Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2023
Part du Groupe				
– Capital	83.076	-	-	83.076
– Primes d'émission	98.244	-	-	98.244
– Instruments de Capitaux Propres (TSS)	19.875	-	-	19.875
– Intérêts sur instruments de Capitaux Propres (TSS)	-17.846	-	-908	-18.754
– Eliminations des titres auto détenus	-	-	-	-
– Autres réserves	213.315	71.997	-92.440	192.872
– Gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres	10.134	-	-4.533	5.601
– Résultat 2022	71.997	-71.997		-
Sous-total	478.795	-	-97.881	380.914
– Résultat 2023	-	-	60.294	60.294
Total des capitaux propres part du groupe	478.795	-	-37.587	441.208
Part des minoritaires				
– Réserves	3.192	-1.546	-67	1.579
– Résultat 2022	-1.546	1.546	-	-
– Résultat 2023	-	-	-571	-571
Total des intérêts minoritaires	1.646	-	-638	1.008

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2024
Part du Groupe				
– Capital	83.076	-	-	83.076
– Primes d'émission	98.244	-	-	98.244
– Instruments de Capitaux Propres (TSS)	19.875	-	-	19.875
– Intérêts sur instruments de Capitaux Propres (TSS)	-18.754	-	-1.015	-19.769

– Eliminations des titres auto détenus	-	-	-	-
– Autres réserves	192.872	60.294	-57.795	195.371
– Gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5.601	-	7.352	12.953
– Résultat 2023	60.294	-60.294	-	-
Sous-total	441.208	-	-51.458	389.750
– Résultat 2024	-	-	59.149	59.149
Total des capitaux propres part du groupe	441.208	-	7.691	448.899
Part des minoritaires				
– Réserves	1.579	-571	-568	440
– Résultat 2023	-571	571	-	-
– Résultat 2024	-	-	94	94
Total des intérêts minoritaires	1.008	-	-474	534

VI. – Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. – Contexte général d'établissement des comptes consolidés

1.1. – Contexte

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 concernant l'application des normes comptables internationales pour les émetteurs de titres de créances admis à la vente directe au public, dans le cadre de l'émission régulière de titres de créances admis à la vente directe au public, Edmond de Rothschild (France) a établi en 2007 pour la première fois ses comptes en utilisant le référentiel des normes comptables internationales I.F.R.S. (International Financial Reporting Standards).

Les comptes de Edmond de Rothschild (France) sont établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne, référentiel disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting_fr.

Ils ont été arrêtés par le Directoire en date du 4 mars 2025 et examinés par le Comité d'audit et le Conseil de surveillance respectivement en date du 12 et 13 mars 2025.

1.2. – Conformité aux normes comptables

Nouvelles normes comptables applicables

Amendements à IAS 12. – Impôts, réforme de la fiscalité internationale – règles modèle Pilier 2

De nouvelles règles fiscales internationales ont été établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15 %.

L'objet de ces règles est de lutter contre la concurrence entre Etats fondée sur le taux d'imposition, avec une première application sur les exercices fiscaux ouverts en 2024.

Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du groupe.

L'entrée en vigueur des autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2024, en particulier l'amendement d'IFRS 16 sur les cessions-bails, n'a pas eu d'effets sur les états financiers du groupe au 31 décembre 2024.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application en 2024 n'est l'objet que d'une option.

1.3. – Recours à des estimations

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures.

Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation, notamment pour :

- les tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- les tests de dépréciation effectués sur les participations dans les entreprises mises en équivalence,
- la détermination du caractère actif ou non d'un marché pour utiliser une technique de valorisation.

Par ailleurs, le Groupe estime que parmi les autres domaines comptables impliquant nécessairement un élément d'appréciation, les plus importants concernent les provisions, les engagements de retraites et les paiements à base d'actions.

1.4. – Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés ont été établis à partir des comptes individuels de Edmond de Rothschild (France) et de toutes les filiales contrôlées ou sous influence notable.

Sociétés intégrées globalement

Les sociétés placées sous le contrôle de Edmond de Rothschild (France) ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres en portefeuille chacun des éléments de l'actif et du passif des filiales, puis à éliminer les opérations réciproques entre la société mère et ses filiales, ou entre filiales. La part des intérêts minoritaires, dans la situation nette et dans le résultat, est inscrite distinctement au bilan et au compte de résultat consolidé. Le Groupe exerce le contrôle sur une filiale lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité (via généralement la détention, directe ou indirecte, de la majorité des droits de vote), que ses relations avec cette dernière l'exposent ou lui donnent droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir exercé.

Sociétés mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est définie comme le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle. Elle peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

Elle est présumée à partir du moment où une entreprise détient directement ou indirectement au moins 20 % des droits de vote. Les participations dans les entreprises mises en équivalence sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition, lequel inclut les écarts d'acquisition imputables, et ajustées ultérieurement des variations de la part des actifs nets revenant au Groupe. Les gains et pertes sur les transactions entre le Groupe et les entreprises mises en équivalence sont éliminés à proportion de la participation détenue, à moins que l'opération ne mette en évidence une dépréciation durable de l'actif transféré.

Cas particulier des entités structurées

Il s'agit de structures juridiques conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. C'est entre autres le cas lorsque ces derniers concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes de ces structures sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Les principaux critères d'appréciation du contrôle d'une entité structurée sont les suivants :

- les activités et l'objet de la société ;
- la manière dont l'entité a été structurée ;
- les risques portés par la société et ceux qu'elle transfère et sont encourus par le Groupe ;
- l'exposition et le pouvoir d'agir sur les rendements variables de l'entité.

Le « Groupement Immobilière Financière » répond à ces critères et est à ce titre consolidé.

1.5. – Évolution du périmètre de consolidation

La succursale italienne d'Edmond de Rothschild (France) a été cédée à la société Edmond de Rothschild (Europe) le 31 octobre 2024.

1.6. – Principes de consolidation

Date de clôture

Les comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes de chaque société arrêtés au 31 décembre 2024.

Éliminations de consolidation

Les créances, dettes et engagements, ainsi que les produits et les charges résultant d'opérations entre sociétés consolidées par intégration globale, sont éliminés. Il en est de même pour les plus ou moins-values de cession.

Les produits correspondant aux dividendes reçus de toutes les sociétés consolidées sont également éliminés pour la détermination du résultat consolidé.

Écarts d'acquisition

Le Groupe utilise la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprises. Le coût d'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis, en échange du contrôle de l'entreprise acquise (les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et que leur valeur de marché peut être estimée de façon fiable).

Les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont enregistrés en résultat.

Les actifs, passifs, éléments de hors-bilan et passifs éventuels identifiables conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » des entités acquises sont évalués à leur juste valeur en date d'acquisition.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur valeur de marché à la date d'acquisition.

Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments, ainsi que leur correction éventuelle en cas d'informations nouvelles, peuvent intervenir dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Postérieurement à la période d'évaluation de 12 mois suivant le regroupement, les variations de valeur des compléments de prix éventuels qualifiés de passifs financiers, sont enregistrées en résultat.

Lors de la première consolidation d'une participation, la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est, après analyse, répartie entre, d'une part, les corrections de valeur des éléments du bilan et des engagements de l'entreprise consolidée, d'autre part, l'enregistrement d'actifs incorporels répondant aux critères définis par la norme IAS 38 et, enfin, un solde résiduel, appelé écart d'acquisition. Si cet écart est positif, il est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique « Ecart d'acquisition ». Si l'écart est négatif, celui-ci est immédiatement enregistré en résultat.

Les variations d'intérêts, acquisitions complémentaires ou cessions ne conduisant pas à la perte du contrôle, affectent uniquement les capitaux propres et n'ont aucun impact sur l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont maintenus au bilan à leur coût historique. L'écart d'acquisition relatif aux acquisitions de sociétés mises en équivalence est comptabilisé en « Participations dans les entreprises mises en équivalence ».

À la date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans cette dernière est réévaluée à sa valeur de marché en contrepartie du compte de résultat.

Dans le cas d'une acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la valeur de marché en date de prise de contrôle.

Evaluation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. À la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie devant retirer des avantages de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de la ou des unité(s) génératrice(s) de trésorerie (« UGT ») à laquelle (auxquelles) ils sont rattachés.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT, déterminée à dire d'experts sur la base de la valeur d'utilité ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession, est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de l'exercice sur la ligne « Variation de valeur des écarts d'acquisition ».

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporelle est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôt.

L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement du taux d'imposition et les variations enregistrées en compte de résultat. Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Conversion des comptes et états financiers en devises

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon la méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan que du résultat, sont portés, pour la part revenant au Groupe dans ses capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion » et pour la part des tiers sous la rubrique « Intérêts minoritaires ».

Note 2. – Méthodes comptables d'évaluation et notes explicatives

Conversion des opérations en devises

En date d'arrêté comptable, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture de l'exercice. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés en résultat. Les opérations de change au comptant sont évaluées selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées au compte de résultat. Les contrats de change à terme sont évalués au cours du terme restant à courir à la date d'arrêté, avec impact des variations de juste valeur en résultat.

Les actifs non monétaires libellés en devises et notamment les titres de participation non consolidés libellés en devises sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur en devises convertie au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de change relatifs à ces actifs ne sont constatés en résultat que lors de leur cession ou de leur dépréciation ainsi qu'en cas de couverture de juste valeur du risque de change.

Actifs et passifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés dans les catégories suivantes :

Prêts et créances

- Les crédits accordés à la clientèle dans le cadre de l'activité de banque commerciale sont classés au bilan dans la catégorie « Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti ». Ils sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et sont ensuite évalués en date de clôture à leur coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif, qui prend en considération les flux financiers issus de toutes les modalités contractuelles de l'instrument. Ils font l'objet de dépréciations de créances (cf. § « Dépréciation des actifs financiers »). Sont également classés dans cette catégorie les titres reçus en pension.
- Les prises en pension de titres contre espèces sont enregistrées pour leur montant équivalent au montant encaissé. Les rémunérations relatives à ces pensions sont enregistrées selon la méthode du coût amorti en compte de résultat.
- Les prêts et créances sur établissements de crédit qui ne sont pas désignés dès leur origine pour être évalués en juste valeur en contrepartie du compte de résultat sont évalués après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Comme pour les pensions contractées avec la clientèle financière, les prises en pension contractées avec des établissements de crédit voient leur rémunération enregistrée selon la méthode du coût amorti.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Il s'agit dans une très faible proportion des actifs détenus à des fins de transaction qui sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et dont les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

A ces actifs financiers détenus à des fins de transaction s'ajoutent les actifs et passifs financiers non dérivés que le Groupe a désignés dès l'origine pour être évalués en juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

L'application par le Groupe de l'option juste valeur a pour objet :

- d'une part, de permettre d'évaluer à la juste valeur certains instruments hybrides de façon à ne pas séparer les dérivés incorporés devant faire l'objet d'une comptabilisation distincte. Sont classés dans cette catégorie les EMTN, les NEU CP- NEU MTN structurés émis par la Banque,
- d'autre part, l'élimination ou la réduction significative de décalages entre les traitements comptables de certains actifs et passifs financiers. Edmond de Rothschild (France) évalue ainsi à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat l'ensemble de ses opérations de gestion de trésorerie à terme. La gestion de la trésorerie de la Banque repose sur les éléments suivants :
 1. la conclusion de prêts et d'emprunts à terme avec des établissements de crédit ou la clientèle financière ;
 2. l'acquisition ou l'émission de titres de créances négociables sur le marché interbancaire ;
 3. la couverture éventuelle de chacun de ces éléments par un dérivé de taux d'intérêt.

L'utilisation de l'option juste valeur permet, lorsqu'un élément comptabilisé au coût amorti est adossé à un actif financier, qui serait classé dans les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et dont les variations de juste valeur impacteraient les capitaux propres, d'éliminer la distorsion née de l'enregistrement comptable différent pour des actifs et des passifs financiers qui partagent le même risque de taux avec des variations de valeur en sens opposé qui ont tendance à se compenser.

De même, lorsqu'un prêt interbancaire dont la relation de couverture n'a pas été reconnue à l'origine subit les mêmes variations de juste valeur (dus à l'exposition au risque de taux d'intérêt) mais en sens opposé, l'utilisation de l'option juste valeur permet d'atténuer la distorsion qu'aurait engendré l'enregistrement du prêt au coût amorti et du dérivé en variation de juste valeur par résultat.

Les autres actifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent également :

- les instruments de dettes dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas représentatifs de remboursements de principal et de versements d'intérêts sur le principal restant dû (instruments non SPPI),
- les instruments de capitaux propres pour lesquels le Groupe n'a pas retenu l'option permettant le classement à la juste valeur par capitaux propres.

Enfin, cette catégorie d'actifs et de passifs financiers enregistre les justes valeurs positives ou négatives (sans qu'elles soient compensées) des dérivés qui n'ont pas été qualifiés d'instruments de couverture.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments de dettes

Sont classés dans la catégorie des « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » les instruments de dettes (prêts et créances, obligations et autres titres assimilés) qui ont pour modèle de gestion la collecte de flux contractuels (représentatifs de prêts basiques dits SPPI) et la vente.

Les variations de valeur, hors revenus courus ou acquis, sont comptabilisées sur une ligne spécifique des capitaux propres intitulée « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » et sont reclassées en résultat, en cas de cession.

Ces actifs financiers font l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Instruments de capitaux propres

Le Groupe a opté pour le classement à la juste valeur par capitaux propres d'une partie de ses titres de capitaux propres qui lui sont nécessaires pour l'exercice de certaines activités.

Ce choix, irrévocable, doit être effectué pour chacun des titres.

Les variations de juste valeur de ces instruments sont inscrites en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres », sans possibilité de recyclage en résultat.

Les actifs classés dans cette catégorie ne font pas l'objet de dépréciation. Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat.

Reclassement d'actifs financiers

Les reclassements d'actifs financiers prévus par la norme ne sont requis que lorsqu'il y a changement du modèle de gestion qui leur est associé.

Dépréciation des actifs financiers

Actifs financiers évalués au coût amorti et instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les crédits et instruments de dettes classés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres entrent dans le champ d'application du modèle de dépréciation pour risque de crédit. Ces actifs financiers font systématiquement l'objet de dépréciation dès leur date de négociation (acquisition ou octroi).

Le modèle de provisionnement s'appuie sur un suivi de la dégradation relative de la qualité de crédit, correspondant à l'évolution du risque de crédit de la contrepartie, sans attendre un événement objectif de perte avérée.

Etape 1 : actifs sains non dégradés significativement depuis l'origine

Il s'agit des pertes de crédit attendues à 12 mois, en l'absence de toute dégradation significative de la qualité du crédit, depuis l'origine.

Etape 2 : actifs sains dégradés significativement depuis l'origine

Au sein du Groupe, les crédits ne disposent pas de notation mais sont suivis conformément à l'approche bâloise en fonction du type de sûreté éligible venant en garantie des fonds octroyés.

Trois indicateurs permettent la qualification d'une dégradation de la qualité de crédit : les impayés, les dépassements ou débits non autorisés et les dossiers en appel de marge.

Pour les encours avec garantie financière éligible, la présomption (réfutable) de dégradation significative des actifs faisant l'objet d'impayés de plus de 30 jours n'a pas été retenue (aucun défaut n'a été observé sur les dernières années) et la classification en « Etape 2 » est réalisée dans le cadre d'impayés ou de dépassements ou débits non autorisés de plus de 60 jours.

Les prêts hypothécaires suivent les mêmes règles.

Les encours sans garantie ou sans garantie éligible sont classés en « Etape 2 » dès la survenance d'impayés ou de dépassements ou débits non autorisés de plus de 30 jours.

La provision pour dépréciation correspond aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) des actifs financiers.

Etape 3 : Actifs en défaut

L'identification des actifs classés en encours douteux se fait sur la base de la survenance d'un ou plusieurs impayés depuis au moins 90 jours.

Le risque de crédit sera évalué à hauteur des pertes de crédit attendues à maturité.

Le montant de la dépréciation est comptabilisé en coût du risque au compte de résultat et la valeur de l'actif financier est réduite par la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation dues à l'évolution des perspectives de recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque », tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération financière des créances dépréciées et est enregistrée en « Intérêts et produits assimilés » au compte de résultat.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. La méthodologie de mesure de ces pertes repose sur les composantes suivantes :

Probabilité de défaut (PD)

La probabilité de défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut.

La majorité des concours accordés à la clientèle du Groupe ont une maturité à 1 an et en l'absence de défaut sur les dernières années, il a été décidé de retenir :

- pour les encours classés en « Etape 1 », la PD moyenne à 1 an observée sur le 1^{er} quartile des PD du portefeuille clientèle de détail (habitat) des grandes banques françaises,
- une PD forfaitaire de 20 % pour les encours dont le risque de crédit s'est dégradé de manière significative.

Perte en cas de défaut (LGD)

La LGD correspond à l'évaluation de la perte encourue en cas de défaut de la part d'une contrepartie. Ce montant prend en compte les valeurs d'emprunt appliquées sur les valeurs de marché des avoirs et des titres venant en couverture des crédits octroyés par la Banque (décotes établies dans le cadre des dispositions de la politique de risques du Groupe).

Exposition en cas de défaut (EAD)

L'EAD correspond au montant dû par la contrepartie au moment où elle fera défaut sur un engagement donné.

Approche forward-looking

IFRS 9 requiert l'introduction de données « forward-looking » dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit. Il s'agit d'être en mesure de prendre en compte le plus tôt possible les informations prospectives et les indicateurs macroéconomiques susceptibles d'affecter le profil de risque des contreparties.

Le groupe prend en compte ces informations prospectives dans le cadre des valeurs d'emprunt retenues pour la détermination de la LGD.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers**Décomptabilisation des actifs financiers**

La décomptabilisation (totale ou partielle) d'un actif financier du bilan se fait à l'expiration des droits contractuels aux flux de trésorerie de l'instrument ou lors du transfert à un tiers de ces mêmes flux et de la quasi-totalité des risques et avantages de l'instrument.

Décomptabilisation des passifs financiers

Le Groupe sort un passif financier de son bilan lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou arrive à expiration.

Instruments dérivés et opérations de couverture

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, avec comptabilisation des variations de valeur en résultat, à l'exception des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture des flux de juste valeur (voir ci-après). Les instruments dérivés sont enregistrés au bilan à la date de négociation. Ils sont classés en deux catégories :

Instruments financiers dérivés de transaction

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme instruments de transaction, à moins qu'ils ne puissent être qualifiés comptablement de couverture. Ils sont comptabilisés au bilan dans la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » lorsque leur juste valeur est positive et dans la rubrique « Passifs financiers à la juste valeur par résultat » lorsque leur juste valeur est négative. Les variations de juste valeur des dérivés sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits ou charges constatés lors des règlements intermédiaires du différentiel d'intérêts ou lors du règlement de l'échéance finale prévue au contrat de dérivé sont enregistrés au compte de résultat dans les rubriques « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées ». Les gains ou pertes issus de dénouements anticipés des dérivés avant leur échéance prévue au contrat sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Instruments financiers dérivés de couverture

La comptabilité de couverture constitue une exception aux principes généraux d'enregistrement des instruments financiers et ne peut s'appliquer que si, et seulement si, des critères stricts sont respectés :

- l'exposition doit être générée par des risques spécifiques pouvant faire l'objet d'une couverture comptable
- l'exposition doit potentiellement affecter le résultat
- la couverture doit être formellement identifiée et documentée à l'origine incluant la stratégie et les objectifs de l'entreprise pour entreprendre la couverture, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, la nature du risque couvert, la probabilité de survenance de la transaction future, la méthodologie d'évaluation de l'efficacité et de mesure de l'inefficacité
- la couverture doit être hautement efficace à l'origine et durant la vie de l'opération dans son objectif de compensation des variations de juste valeur ou des flux de trésorerie du risque couvert.

Les dérivés de couverture sont portés au bilan dans la rubrique « Instruments dérivés de couverture ».

En fonction de la nature du risque couvert, le Groupe doit désigner l'instrument dérivé de couverture comme un instrument de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie, ou de risque de change lié à un investissement net à l'étranger.

Le Groupe n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture sont documentées selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macrocouverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne.

Immobilisations

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables correspond à la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise.

Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels incluent notamment les logiciels informatiques et les portefeuilles de contrats acquis :

- les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel réalisé en fin de second semestre. Ce dernier peut être réalisé à tout moment de l'année dans la mesure où il est exécuté chaque année à la même date. Un actif incorporel enregistré sur la période en cours est soumis au test avant la clôture de l'exercice en cours,

- les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité définie sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations cumulés, et sont amortis sur leur durée d'utilité. La durée d'utilité est la plus courte entre la durée légale et la durée de vie économique attendue. Les logiciels informatiques acquis sont amortis sur une durée variant de 1 à 3 ans,
- ils sont soumis à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque d'être irrécupérable.

Immobilisations corporelles

L'équipement, le mobilier, les agencements et les actifs immobiliers, sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des amortissements ; les amortissements sont calculés, pour leur plus grande part, selon le mode linéaire afin d'amortir totalement les actifs sur leur durée d'utilité, soit respectivement entre 4 à 10 ans et 25 ans.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées en « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

Le Groupe ne compte pas d'immeuble de placement dans ses immobilisations.

Droits d'utilisation

En date de mise à disposition d'un bien loué, un droit d'utilisation égal à la valeur initiale de la dette locative est comptabilisé à l'actif du bilan.

Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de location retenue.

Passifs financiers au coût amorti

Les dettes émises par le Groupe qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction.

Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Elles recouvrent également les dettes sur titres donnés en pension livrée à vue ou à terme aux établissements de crédit ou à la clientèle, incluses dans ces deux rubriques.

Elles sont enregistrées pour le prix de cession des titres. Les titres mis en pension sont, quant à eux, maintenus à l'actif du bilan dans leurs postes d'origine et sont évalués selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent ; les revenus afférents à ces titres sont aussi comptabilisés comme si les titres étaient toujours en portefeuille.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre comprennent notamment des bons de caisse, titres du marché interbancaire et créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées. Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions

Les provisions, autres que celles afférentes à des risques de crédit ou à des avantages du personnel, représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation légale ou implicite du Groupe, du fait d'événements passés à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant de la sortie de ressources attendu est alors actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation présente un caractère significatif.

Les dotations et reprises sur ces provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures ainsi couvertes.

Actions propres

Le terme « Actions propres » désigne les actions de la société consolidante Edmond de Rothschild (France) et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Impôt sur les bénéfices

Edmond de Rothschild (France) et certaines de ses filiales ont opté pour le régime fiscal de groupe. Les conventions signées entre ces entités reposent sur le principe de la prise en compte immédiate, dans le résultat de la société mère, de l'impact du régime de groupe (différence, positive ou négative, entre l'impôt groupe et l'impôt de chaque filiale calculé en l'absence de régime de groupe).

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice comprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt sur les bénéfices est enregistré dans le compte de résultat, à l'exception de la part relative aux éléments directement comptabilisés en capitaux propres.

Les impôts courants sont les impôts prévisionnels à payer sur les bénéfices imposables de l'exercice, calculés sur la base des taux en vigueur à la date du bilan, et de tout ajustement des impôts dus au titre des exercices antérieurs. Les actifs et passifs d'impôts courants sont compensés lorsque Edmond de Rothschild (France) entend régler sur base nette et qu'elle y est légalement autorisée.

Les impôts différés sont constatés sur la base des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. En règle générale, tous les écarts temporaires imposables donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôt différé tandis que les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il existe une probabilité de bénéfices imposables futurs sur lesquels affecter ces écarts temporaires déductibles. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à un même groupe d'intégration fiscale, relèvent de la même autorité fiscale et que l'entité est légalement autorisée à compenser. Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés relatifs aux écarts actuariels sur régimes à prestations définies sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25 %. S'y ajoute une Contribution Sociale sur les Bénéfices de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,763 million d'euros) instaurée en 2000.

Les plus-values long terme sur titres de participation sont quant à elles exonérées, sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 12 % du montant brut des plus-values réalisées. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 %, les produits nets de participations sont exonérés, sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 1 % dans les groupes intégrés fiscalement. Pour les entreprises n'ayant pas opté pour le régime d'intégration fiscale, la quote-part des frais et charges est de 5 %.

Pour l'exercice 2024, les taux d'imposition retenus pour calculer les stocks d'impôts différés s'élèvent à 25,83 % pour les résultats imposés au taux normal. Pour les résultats imposés au taux réduit, les taux retenus sont de 4,13 % et 15,50 %.

Modalités de détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations annexées aux états financiers :

Catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;

Catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;

Catégorie de niveau 3 : instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire, et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Instruments traités sur des marchés actifs

Lorsqu'un instrument financier est traité sur un marché actif et que des prix cotés de cet instrument sont disponibles, la juste valeur de l'instrument financier est représentée par son prix de marché.

Instruments traités sur des marchés inactifs

Lorsque le marché d'un instrument n'est pas actif, sa juste valeur est déterminée à l'aide de données de marché observables et de techniques d'évaluation.

Celles-ci utilisent, en fonction de l'instrument financier, des données issues de transactions récentes et des modèles d'actualisation des flux futurs fondés sur les taux en vigueur à la date de clôture.

Dettes structurées et dérivés indexés

Pour la détermination de la juste valeur des dettes structurées et de la branche indexée des dérivés portant sur des indices, les paramètres de valorisation ne sont pas observables dans leur globalité. La juste valeur de l'instrument financier au moment de la transaction est alors réputée être le prix de transaction et la marge commerciale est enregistrée en résultat sur la durée de vie du produit.

En cours de vie, les dettes structurées n'étant pas négociées sur un marché actif, les paramètres de valorisation fixés avec les contreparties à la mise en place des instruments ne sont pas modifiés. En cas de rachat de titres de créances négociables émis, le prix de transaction des titres rachetés constitue leur juste valeur et la partie de la marge commerciale non encore comptabilisée est enregistrée en résultat.

Créances et dettes de trésorerie

Pour les dettes à taux fixe qui sont en règle générale inférieures à un an, la juste valeur est présumée correspondre, en l'absence de marché actif, à la valeur actualisée des flux futurs, au taux de marché en vigueur à la date de clôture. Ces taux de marché sont déterminés à partir de modèles de valorisation internes standards utilisant des courbes d'émission de certificat de dépôt.

De même, pour les titres acquis représentatifs de dettes à taux fixe, la juste valeur est déterminée par l'actualisation aux taux de marché des flux de trésorerie attendus.

Crédits à la clientèle

Edmond de Rothschild (France) considère que la juste valeur des crédits à taux variable, en raison de la fréquence pluriannuelle des ajustements, est assimilable à leur valeur comptable.

Pour les crédits dont le taux variable est réajusté une fois par an et pour les crédits à taux fixe, la méthode de détermination de la juste valeur est la suivante : il s'agit d'actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêts, sur la durée restant à courir au taux, à la production de la période pour les prêts de même catégorie et ayant les mêmes maturités.

Dérivés de taux

La juste valeur des dérivés de taux et de la branche taux des dérivés indexés sur des indices est déterminée sur la base de modèles internes de valorisation intégrant des données de marché observables. Ainsi, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée sur la base de l'actualisation des flux futurs d'intérêts, aux taux issus de courbes de taux de swap zéro coupon.

Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme sont comptabilisés comme des instruments financiers dérivés comptabilisés au bilan en juste valeur, avec impact en résultat des variations de juste valeur. La juste valeur d'un contrat de change à terme est déterminée par le cours à terme restant à courir à la date d'arrêté comptable.

Coût du risque

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises liées aux dépréciations des titres à revenu fixe et des prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit, les dotations et reprises relatives aux engagements de financement et de garantie donnés, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Commissions

Le Groupe enregistre en résultat les produits de commissions en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent. Les commissions rémunérant des services ponctuels sont comptabilisées immédiatement en résultat. Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement du rendement effectif de l'instrument financier.

Engagements sociaux

Le Groupe reconnaît quatre catégories d'avantages définies par la norme IAS 19 :

1. les avantages à court terme, pour lesquels les paiements sont directement comptabilisés en charge : rémunérations, intéressement, participation, congés payés.

2. les avantages postérieurs à l'emploi, évalués selon une méthode actuarielle et provisionnés pour les régimes à prestations définies (sauf pour les régimes obligatoires à cotisations définies, comptabilisés directement en charge) : engagements de retraite, plan de retraite supplémentaire, indemnités de fin de carrière.

Les avantages postérieurs à l'emploi sont classés en régime à cotisations définies ou en régime à prestations définies selon la réalité économique du régime pour l'entreprise.

Dans les régimes à **cotisations définies**, les engagements sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions.

L'obligation de l'entreprise se limite uniquement au versement d'une cotisation, qui ne comporte aucun engagement de la société sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Dans les régimes à **prestations définies**, le risque actuariel et le risque de placement incombent à l'entreprise. Ils recouvrent plusieurs types d'engagements et notamment les régimes de retraite « sur-complémentaire » et les indemnités de fin de carrière. Une provision est enregistrée au passif du bilan pour couvrir l'intégralité de ces engagements de retraite. Ces engagements sont évalués par un actuaire indépendant, une fois par an à la date de clôture annuelle.

Le Groupe, conformément à la norme IAS 19, utilise la méthode des unités de crédits projetés pour le calcul de ses engagements sociaux. Cette méthode rétrospective, avec projection des salaires de fin de carrière et prorata des droits au terme en fonction de l'ancienneté, prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles la probabilité de durée de services futurs du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie ainsi que la rotation du personnel.

Les écarts actuariels, déterminés par régime, incluent, d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues antérieurement et la réalité constatées et d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

Le Groupe applique la norme IAS 19 révisée pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies. Ces derniers sont enregistrés en autres éléments du résultat global en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêt et viennent en déduction des engagements comptabilisés. La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus),
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation,
- le produit d'intérêt généré par les actifs du régime (intérêts nets sur le passif ou l'actif net),
- le coût des services passés,
- l'effet des réductions ou liquidations de régime.

Le Groupe comptabilise en charge selon un mode linéaire le coût des services passés sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient définitivement acquis au personnel. Le coût des services passés désigne l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation pour les services rendus au cours d'exercices antérieurs, résultant de l'introduction d'un nouveau régime ou de changements apportés au cours de l'exercice.

3. les autres avantages à long terme, évalués comme les avantages postérieurs à l'emploi et intégralement provisionnés, parmi lesquels on peut notamment citer les médailles du travail, les Comptes Epargne Temps et les rémunérations différées.

4. les indemnités de rupture du contrat de travail, indemnités de licenciement, offres de départ volontaire. Elles sont totalement provisionnées dès la signature de l'accord.

Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, CCP ainsi que les soldes nets de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit. Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie relatives aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles. Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires, les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre autre qu'un TCN.

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période, à l'exception des actions propres. Le bénéfice dilué par action reflète les impacts de la dilution potentielle sur le résultat et le nombre d'actions résultant de l'exercice des différents plans (attribution gratuite d'actions, options d'achat et options de souscription) mis en place par Edmond de Rothschild (France) et ses filiales, selon la norme IAS 33. Les plans dont l'impact n'est pas dilutif ne sont pas pris en compte.

Note 3. – Informations sur les postes du bilan

3.1. – Caisse, banques centrales, CCP

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse	341	252
Banques centrales	1.489.095	2.474.750
CCP	-	-
Sous-total	1.489.436	2.475.002
Créances rattachées	122	813
Total	1.489.558	2.475.815

3.2. – Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Instruments de taux d'intérêt – Contrats fermes	2.490	672
Instruments de change – Contrats fermes	26.490	-
Instruments sur actions et indices – Contrats fermes	8.254	11.822
Créances rattachées sur instruments dérivés de transaction	86	1.753
Sous-total dérivés	37.320	14.247
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Sous-total autres instruments financiers détenus à des fins de négociation	-	-
Sous-total portefeuille de transaction	37.320	14.247
Juste valeur prêts et créances rattachées	-	-
Sous-total prêts et créances à la juste valeur sur option par résultat	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Effets publics et valeurs assimilées -créances rattachées	-	-
Sous-total actifs financiers à la juste valeur sur option	-	-
Titres de participation	324	323
Autres titres à revenu variable	18.153	16.348
Sous-total	18.477	16.671
Instruments de dettes et assimilés	50.179	49.563
Sous-total instruments de dettes non SPPI	50.179	49.563
Sous-total autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	68.656	66.234
Total	105.976	80.481

Le montant total des notionnels des instruments dérivés de transaction s'établit à 1 256,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 791,2 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant notionnel des instruments dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité du Groupe sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les instruments de dettes non SPPI regroupent les parts de fonds non consolidés détenues par le groupe

3.3. – Instruments dérivés de couverture

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	
	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
Couverture de juste valeur	37.820	2.529
– Instruments dérivés de cours de change	-	-
– Instruments dérivés de taux d'intérêt	37.820	2.529
Couverture de flux de trésorerie	-	-
– Instruments dérivés de cours de change	-	-
– Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	-
Dérivés utilisés en couverture	37.820	2.529

	31/12/2024		
	Valeur comptable	Variation cumulée de juste valeur au titre du risque couvert	Variation de juste valeur enregistrée sur la période
Couverture du risque de taux d'intérêt (macro-couverture)			
Actifs couverts			
Crédits à la clientèle, au coût amorti	381.440	-25.353	8.865
Total	381.440	-25.353	8.865

	31/12/2024				
	Montants notionnels	Juste valeur		Variation de juste valeur enregistrée sur la période	Inefficacité comptabilisée dans le résultat de la période
		Actif	Passif		
Couverture du risque de taux d'intérêt (macro-couverture)					
Instruments fermes					
Swaps de taux	381.019	511	-9.375	-8.865	-
Total	381.019	511	-9.375	-8.865	-

Macro-couverture de juste valeur : échéances des engagements (notionnels)	31/12/2024				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments fermes					
Swaps de taux	16.300	-	52.171	312.548	381.019

Le groupe a décidé d'appliquer une couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt (macro-couverture de juste valeur) selon les dispositions définies par la norme IAS 39 (Carve-out de l'Union Européenne). Plus précisément, un modèle de macro-couverture sur un portefeuille d'actifs financiers à taux fixe à partir de swaps fixe/variable a été mis en place.

Les variations de juste valeur imputées au risque couvert, matérialisées au bilan par les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux, se compensent de façon symétrique avec les variations de juste valeur des dérivés à l'inefficacité près.

3.4. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Sous-total instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-

Titres de participation	10.413	990
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Sous-total instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	10.413	990
Total	10.413	990

3.5. – Titres au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	73.503	79.218
Total	73.503	79.218

3.6. – Prêts et créances sur établissements de crédit, au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit		
- A vue	114.993	50.165
- A terme	838.309	783.122
Sous-total	953.302	833.287
Créances rattachées	388	1.804
Total brut	953.690	835.091
Dépréciations	-	-
Total net	953.690	835.091

3.7. – Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	762.391	707.849
Autres concours à la clientèle		
- Crédits (*)	508.224	505.006
- Titres reçus en pension livrée	-	-
- Créances commerciales	-	-
Total brut	1.270.615	1.212.855
- Dont créances rattachées	2.938	3.196
Dépréciations	-85	-96
Total net	1.270.530	1.212.759
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	1.270.837	1.213.066

(*) La valeur comptable n'intègre pas les écarts de réévaluation des portefeuilles macro-couverts en taux dont le montant s'élève à - 27.125 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle au coût amorti (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Transferts	31/12/2024
Dépréciation sur encours sains (étape 1)	-24	-7	3	-	-28
Dépréciation sur encours dégradés (étape 2)	-25	-5	25	1	-4
Dépréciation sur encours douteux (étape 3)	-47	-44	39	-1	-53
Total	-96	-56	67	-	-85

3.8. – Actifs grevés**A. – Actifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs de l'établissement déclarant	17.414		4.232.016	116.389
Instruments de capitaux			79.069	79.069
Titres de créances			73.503	-
Autres actifs	17.414		4.079.444	37.320

B. – Garanties reçues

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	
	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés
Garanties reçues par l'institution concernée	-	-
Instruments de capitaux		
Titres de créances	-	-
Autres garanties reçues		
Titres de créances propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres adossés à des actifs		

C. – Actifs grevés/garanties reçues et passifs associés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	
	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propre émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	18.050	17.414

La ligne « Autres actifs » reprend à hauteur de 89 % les encours Banque de France et les prêts à la clientèle. Les immobilisations incorporelles représentent 3 % de ce montant et les comptes de régularisation et actifs divers 8 %.

3.9. – Comptes de régularisation actifs et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Valeurs reçues à l'encaissement	4	-	61	-
Dépôts de garantie versés (*)	17.414	-	27.072	-
Charges constatées d'avance	7.532	-	13.447	-
Produits à recevoir	60.148	-	77.463	-
Produits constatés d'avance	-	114	-	107
Charges à payer	-	66.173	-	66.104
Autres actifs et passifs divers (**)	28.564	186.690	26.123	144.550
Total	113.662	252.977	144.166	210.761

(*) dont 4.850 milliers d'euros relatifs aux collatéraux au 31 décembre 2024 contre 14.610 milliers d'euros au 31 décembre 2023 en dépôts de garantie versés.

(**) dont 24.946 milliers d'euros relatifs aux collatéraux au 31 décembre 2024 contre 2.580 milliers d'euros au 31 décembre 2023 en autres passifs

3.10. – Participations dans les entreprises mises en équivalence

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Zhonghai Fund Management Company Ltd	8.872	8.534
ERAAM SAS	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8.872	8.534

3.11. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	31/12/2024
Valeur brute					
Terrains et constructions	58.933	86	-	1.500	60.519
Matériel informatique	8.255	1.006	-11	-	9.250
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	12.822	577	-657	-	12.742
Immobilisations corporelles en cours	965	36	-	-	1.001
Sous-total	80.975	1.705	-668	1.500	83.512
Amortissements - Dépréciations					
Constructions	-29.373	-1.002	-	-524	-30.899
Matériel informatique	-6.154	-1.679	275	-	-7.558
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	-11.049	-515	729	1	-10.834
Sous-total	-46.576	-3.196	1.004	-523	-49.291
Total	34.399	-1.491	336	977	34.221

3.12. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	31/12/2024
Valeur brute					
Portefeuille de contrats et autres droits contractuels	12.510	493	-2.020	2.020	13.003
Autres immobilisations incorporelles	101.048	16.184	-1.279	1.279	117.232
Immobilisations incorporelles en cours	29.883	14.740	-	-	44.623
Sous-total	143.441	31.417	-3.299	3.299	174.858
Amortissements - Dépréciations					
Immobilisations incorporelles	-94.795	-11.228	108	-3	-105.918
Sous-total	-94.795	-11.228	108	-3	-105.918
Total	48.646	20.189	-3.191	3.296	68.940

3.13. – Écarts d'acquisition

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur nette comptable en début de période	50.125	50.125
Acquisitions et autres augmentations	-	-
Cessions et autres diminutions	-	-
Dépréciations		
Valeur nette comptable en fin de période	50.125	50.125

(En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable	
	31/12/2024	31/12/2023
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	39.891	39.891
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	5.753	5.753
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris	4.481	4.481
Autres	-	-
Total	50.125	50.125

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation individuel. Ce test est effectué au même moment chaque année ou dès que survient un indice de perte de valeur. Il consiste à s'assurer que la valeur recouvrable d'une participation reste supérieure à sa valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

S'agissant de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie actualisés retenus proviennent d'hypothèses d'activité validées par le management et extrapolées sur une période de plusieurs années, puis à l'infini sur la base d'un taux de croissance à long terme (valeur terminale).

Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie a été déterminé par référence aux données du marché. Le taux de croissance utilisé pour la valeur terminale est fondé sur une prévision de croissance de l'économie et d'inflation soutenable à long terme.

Des tests de sensibilité sont également réalisés pour mesurer l'impact de la variation du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme sur la valeur d'utilité.

L'approche par la juste valeur nette des coûts de sortie, consiste à déterminer sur la base de la meilleure information disponible le montant, net des coûts de vente, qui pourrait être obtenu à la sortie de l'actif dans le cadre d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre parties bien informées et consentantes.

S'agissant d'Edmond de Rothschild Asset Management (France), la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition a été déterminée selon deux méthodes : l'une dite du Dividend Discounted Method (DDM), l'autre étant celle des multiples transactionnels.

L'approche par les DDM a consisté à projeter des flux de dividendes selon des hypothèses d'activité déterminées à partir du business plan communiqué par le Management de la société sur la période 2025-2027 et en appliquant un taux de croissance de 2 % au flux terminal intégré.

Ces flux de dividendes ont été actualisés à un coût du capital de 13,1 % et avec une hypothèse de conversion des bénéfices de 100 % sur la période mentionnée plus haut.

Dans l'approche par les multiples transactionnels, la valeur de la société a été établie à partir d'agrégats financiers (AUM, PNB, résultat net) résultant d'un échantillon de transactions majoritaires récentes dans le secteur de l'asset management et pour lesquelles les données ont été rendues publiques.

Ces méthodes permettent toutes les deux de conclure à une valeur recouvrable de l'écart d'acquisition sur Edmond de Rothschild Asset Management (France) supérieure à sa valeur comptable et donc à l'absence de dépréciation à venir constater au 31 décembre 2024.

3.14. – Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Instruments de taux d'intérêt – Contrats fermes	38	-
Instruments de taux d'intérêt – Contrats conditionnels	-	-
Instruments de change – Contrats fermes	175	14.359
Instruments de change – Contrats conditionnels	-	-
Instruments sur actions et indices – Contrats fermes	16.848	7.923
Instruments sur actions et indices – Contrats conditionnels	-	-
Sous-total	17.061	22.282
Dettes rattachées sur instruments dérivés de transaction	989	2.951
Sous-total du portefeuille de transaction	18.050	25.233
Dettes auprès des établissements de crédit	1.467.997	1.815.348
Dettes auprès de la clientèle	58.456	37.033
Sous-total	1.526.453	1.852.381
Dettes rattachées	20.785	20.331
Sous-total des dettes à la juste valeur sur option par résultat	1.547.238	1.872.712
Titres de créances négociables	813.536	838.949
Obligations	-	-

Autres dettes représentées par un titre	-	-
Sous-total	813.536	838.949
Dettes rattachées	1.781	6.251
Sous-total des dettes représentées par un titre à la juste valeur par résultat	815.317	845.200
Sous-total des passifs financiers à la juste valeur sur option	2.362.555	2.717.912
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	2.380.605	2.743.145

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	2.362.555	2.365.292	-2.737

(En milliers d'euros.)	31/12/2023		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	2.717.912	2.715.206	2.706

3.15. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
- A vue	88.700	35.250
- A terme	-	-
Sous-total	88.700	35.250
Dettes rattachées	1	13
Total des dettes envers les établissements de crédit	88.701	35.263

3.16. – Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	-	35.151	35.151	-	31.960	31.960
- Comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	-	-	-
- Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	35.151	35.151	-	31.960	31.960
Autres dettes	723.544	-	723.544	990.056	-	990.056
- Comptes ordinaires de la clientèle	-	198.943	198.943	-	441.950	441.950
- Comptes créditeurs à terme	-	-	-	-	-	-
- Titres donnés en pension livrée	-	94.736	94.736	1	89.592	89.593
- Autres dettes diverses	-	2.069	2.069	71	4.859	4.930
- Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-
Sous-total	723.544	295.748	1.019.292	990.128	536.401	1.526.529
Total	723.544	330.899	1.054.443	990.128	568.361	1.558.489
Juste valeur des dettes envers la clientèle			1.054.443			1.558.489

3.17. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde au 31/12/2023	-	7.718	-	-	12.197	19.915
Dotations	-	368	-	-	6.756	7.124
Montants utilisés	-	-	-	-	-3.915	-3.915
Montants non utilisés repris au cours de la période	-	-	-	-	-653	-653
Autres mouvements	-	-3.975	-	-	-	-3.975
Solde au 31/12/2024	-	4.111	-	-	14.385	18.496

Les autres provisions comprennent notamment les provisions relatives à la retraite « sur complémentaire » (détaillée dans la note 6.1.A.), et à la directive AIFM chez la société Edmond de Rothschild Asset Management (France).

3.18. – Instruments de capitaux propres : Titre super subordonné

En juin 2007, la Banque a émis un titre super subordonné (« TSS ») d'un montant de 50 millions d'euros. Suite à des contacts avec un des porteurs, une offre de rachat partiel sur un nominal de 29 millions d'euros a été faite par la Banque avec une décote de 7,5 %. Après avoir obtenu le 12 juillet 2013 l'autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, l'opération de rachat des 29 millions d'euros, suivie de destruction, a été effectuée en août 2013.

En cas de liquidation de la société émettrice, ce titre subordonné à maturité indéterminée n'est remboursable qu'après le désintéressement des autres créanciers, à l'exclusion des titulaires de prêts participatifs ou de titres participatifs.

Le « TSS » est assorti de covenants financiers :

- non-paiement des intérêts en cas d'insuffisance de capital liée au non-respect du ratio prudentiel d'adéquation des fonds propres ou à la détérioration de la situation financière de la Banque ;
- réduction des intérêts courus à payer et ensuite du nominal de l'émission si l'émetteur n'a pas, dans un délai déterminé, remédié à l'insuffisance de capital constatée.

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de versement de la rémunération de ce titre super subordonné, lié au versement d'un dividende, il a été classé parmi les instruments de capitaux propres et réserves liées.

Les principales caractéristiques financières de ce « TSS » sont les suivantes :

Date d'émission	Date de remboursement anticipé (call option)	Taux jusqu'à la date de remboursement anticipé	Taux à partir de la date de remboursement anticipé	Majoration d'intérêt (step up) à partir de la date d'option de remboursement
juin 2007	Juin 2017 puis trimestriellement	6,36 % (1)	Euribor 3 mois + 2,65 %	+ 100 points de base

(1) Taux fixé par référence au taux de swap 10 ans en euro relevé le 4 juin 2007 : 4,71 % + 1,65.

3.19. – Compensation des actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions-cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
- Portefeuille de titres de transaction	61.777	-24.457	37.320	-	-24.946	12.374
- Actifs financiers à la juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	68.656	-	68.656	-	-	68.656
Instruments dérivés de couverture	37.820	-	37.820	-	-	37.820
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-27.125	-	-27.125	-	-	-27.125
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	10.413	-	10.413	-	-	10.413
Titres au coût amorti	73.503	-	73.503	-	-	73.503
Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, au coût amorti	2.224.220	-	2.224.220	-	-	2.224.220
- Dont opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	113.662	-	113.662	-	-	113.662
- Dont dépôts de garantie donnés	17.414	-	17.414	-	-	17.414
Autres actifs non soumis à compensation	1.710.999	-	1.710.999	-	-	1.710.999
Total actif	4.273.925	-24.457	4.249.468	-	-24.946	4.224.522

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des passifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers donnés en garantie	Montants nets
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						
- Portefeuille de titres de transaction	42.506	-24.457	18.050	-	-4.850	13.200
- Dettes à la juste valeur sur option par résultat	1.547.238	-	1.547.238	-	-	1.547.238
- Dettes représentées par un titre à la juste valeur sur option par résultat	815.317	-	815.317	-	-	815.317
Instruments dérivés de couverture	2.529	-	2.529	-	-	2.529
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	1.143.144	-	1.143.144	-	-	1.143.144
- Dont opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation et passifs divers	252.977	-	252.977	-	-	252.977
- Dont dépôts de garantie reçus	61.877	-	61.877	-	-	61.877
Autres dettes non soumises à compensation	20.780	-	20.780	-	-	20.780
Total dettes	3.824.491	-24.457	3.800.035	-	-4.850	3.795.185

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
- Portefeuille de titres de transaction	40.916	-26.669	14.247	-	-2.580	11.667
- Actifs financiers à la juste valeur sur option	-	-	-	-	-	-
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	66.234	-	66.234	-	-	66.234
Instruments dérivés de couverture	47.755	-	47.755	-	-	47.755
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-35.377	-	-35.377	-	-	-35.377
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	990	-	990	-	-	990
Titres au coût amorti	79.218	-	79.218	-	-	79.218
Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, au coût amorti	2.047.850	-	2.047.850	-	-	2.047.850
- Dont opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	144.166	-	144.166	-	-	144.166
- Dont dépôts de garantie donnés	27.072	-	27.072	-	-	27.072
Autres actifs non soumis à compensation	2.648.457	-	2.648.457	-	-	2.648.457
Total actif	5.040.209	-26.669	5.013.540	-	-2.580	5.010.960

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des passifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers donnés en garantie	Montants nets
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						
- Portefeuille de titres de transaction	51.902	-26.669	25.233	-	-14.610	10.623
- Dettes à la juste valeur sur option par résultat	1.872.712	-	1.872.712	-	-	1.872.712
- Dettes représentées par un titre à la juste valeur sur option par résultat	845.200	-	845.200	-	-	845.200
Instruments dérivés de couverture	3.477	-	3.477	-	-	3.477
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	1.593.752	-	1.593.752	-	-	1.593.752
- Dont opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation et passifs divers	210.761	-	210.761	-	-	210.761
- Dont dépôts de garantie reçus	46.392	-	46.392	-	-	46.392
Autres dettes non soumises à compensation	20.189	-	20.189	-	-	20.189
Total dettes	4.597.993	-26.669	4.571.324	-	-14.610	4.556.714

Note 4. – Information sur les postes du compte de résultat

4.1. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits sur prêts et créances sur établissements de crédit	102.888	116.803
- Comptes à vue et prêts interbancaires	102.888	116.803
- Produits sur engagements de garantie ou de financement	-	-
- Opérations de pension	-	-
Intérêts et produits sur prêts et créances sur clientèle	44.956	47.192
- Comptes à vue et prêts à la clientèle	44.956	47.192
- Opérations de pension	-	-
Intérêts sur instruments financiers	49.127	34.261
- Instruments de dettes au coût amorti	33	51
- Actifs financiers en juste valeur par capitaux propres	-	-
- Actifs financiers en option juste valeur par résultat	1.752	1.419
- Intérêts sur dérivés	47.342	32.791
Total des intérêts et produits assimilés	196.971	198.256

4.2. – Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et charges sur emprunts et dettes sur établissements de crédit, au coût amorti	-68.789	-75.530
- Comptes à vue et emprunts interbancaires	-68.567	-75.207
- Charges sur engagements de garantie ou de financement	-222	-323
- Opérations de pension	-	-
Intérêts et charges sur dettes envers la clientèle, au coût amorti	-19.493	-15.728
- Comptes à vue et emprunts de la clientèle	-19.493	-15.728
- Charges sur engagements de garantie ou de financement	-	-
- Opérations de pension	-	-
Intérêts sur instruments financiers	-70.435	-57.801
- Dettes représentées par un titre	-41.276	-32.785
- Intérêts sur dérivés	-29.159	-25.016
Intérêts et charges sur obligations locatives	-1.571	-376
Total des intérêts et charges assimilées	-160.288	-149.435

4.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	189	-8	117	-10
Opérations avec la clientèle	479	-	368	-
Opérations sur titres	-	-	-	-
Opérations de change	131	-	19	-
Opérations de hors-bilan				
- Engagements sur titres	2.793	-	2.848	-
- Instruments financiers à terme	1.740	-935	1.798	-1.054
Prestations de services financiers	399.818	-85.366	383.293	-97.238
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-
Total des commissions	405.150	-86.309	388.443	-98.302

4.4. – Gain ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Portefeuille de transaction	Portefeuille évalué en JV sur option	Portefeuille de transaction	Portefeuille évalué en JV sur option
Gains ou pertes nets sur actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-114	-	-574
Gains ou pertes nets sur passifs financiers en juste valeur par résultat	-	13.588	-	-32.880
Gains ou pertes nets sur dérivés	-7.990	-	41.412	-
Résultats sur opérations de change	22.232	-	31.052	-
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres en juste valeur par résultat	-214	-	-698	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dette non SPPI	5.964	-	9.103	-
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	19.992	13.474	80.869	-33.454

4.5. – Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	84	96
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	84	96

4.6. – Produits et charges des autres activités

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Refacturations de charges	258	312
Autres produits accessoires	4.281	3.557
Divers	12.362	11.658
Produits des autres activités	16.901	15.527
Rétrocession de produits	-21.750	-20.541
Divers	-930	-920
Charges des autres activités	-22.680	-21.461

4.7. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-119.056	-114.450
Charges de retraite	-10.331	-9.503
Charges sociales	-48.131	-44.287
Intéressement des salariés	-1.047	-1.124
Participation des salariés	-5.507	-2.570
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-8.736	-8.089
Dotations aux provisions pour frais de personnel	-6.665	-5.779
Reprises de provisions pour frais de personnel	4.328	4.059
Sous-total des frais de personnel	-195.145	-181.743
Impôts et taxes	-2.985	-5.139
Locations	-4.153	-4.346

Services extérieurs	-94.837	-89.304
Transports et déplacements	-2.306	-2.033
Autres charges diverses d'exploitation	-2	-
Dotations aux provisions pour frais administratifs	-	-
Reprises de provisions pour frais administratifs	55	97
Sous-total des frais administratifs	-104.228	-100.725
Total des charges générales d'exploitation	-299.373	-282.468

4.8. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations pour dépréciation au titre du risque de crédit	-203	-716
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-	-224
Reprises pour dépréciation au titre du risque de crédit	95	109
Reprises liées aux provisions	-	-
Récupérations sur créances amorties	11	-
Total du coût du risque	-97	-831

4.9. – Gains ou pertes sur autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-1
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	3.296	-
Résultat de cession de titres de participation (*)	9.070	2.189
Total des gains ou pertes nets sur autres actifs	12.366	2.188

(*) dont 9.070 milliers d'euros relatifs à la cession de la succursale italienne d'Edmond de Rothschild (France).

4.10. – Impôt sur les bénéfices et analyse du taux effectif d'impôt

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	59.243	59.723
Impôt sur les bénéfices	13.805	15.927
Résultat avant impôt	73.048	75.650
Provisions et charges non déductibles	2.037	5.746
Régime des sociétés mères / filiales et retraitements liés	285	290
Quote-part du résultat net dans les entreprises mises en équivalence	-79	594
Retraitements de consolidation non fiscalisés	-747	-4.810
Produits divers non imposables et autres déductions	-17.517	-5.811
Éléments imposés à taux réduit	-313	4.875
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	56.714	76.534
Taux d'impôt	25,83 %	25,83 %
Impôt théorique au taux de droit commun	14.649	19.769
Résultat avant impôt soumis au taux réduit	313	-4.875
Taux d'impôt	15,50 %	15,50 %
Impôt théorique au taux réduit	49	-756
Impôt théorique	14.698	19.013
Création de déficits non comptabilisés	-94	715
Utilisation de déficits non comptabilisés	-948	-4.103
Crédits d'impôt	-	-2
Effet de la différence sur le taux d'impôt des entités étrangères	180	177
Redressement fiscal et produit d'impôt sur exercices précédents	-70	91
Divers	39	36
Impôt sur les bénéfices calculé	13.805	15.927
- Dont impôt exigible	16.385	14.108

- Dont impôt différé	-2.580	1.819
Résultat avant impôt	73.048	75.650
Impôt sur les bénéfices	13.805	15.927
Taux d'impôt effectif moyen	18,90 %	21,05 %
Taux de droit commun de l'impôt en France	25,83 %	25,83 %
Effet des différences permanentes	-5,66 %	-1,36 %
Effet de l'imposition à taux réduit	-0,04 %	0,67 %
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères	0,25 %	0,23 %
Effet des pertes de l'exercice et de l'utilisation des reports déficitaires	-1,43 %	-4,48 %
Effet des autres éléments	-0,04 %	0,16 %
Taux d'impôt effectif moyen	18,90 %	21,05 %

Note 5. – Note sur engagements

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	402.936	445.062
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	94.806	84.325
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	93.605	72.393
Engagements reçus de la clientèle	-	-

Note 6. – Engagements sociaux et paiements fondés sur des actions

6.1. – Avantages au personnel « IAS 19 »

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 relative à la première adoption des normes IAS, le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2006 les règles de comptabilisation et d'évaluation des avantages au personnel définis par la norme IAS 19.

6.1.A. – Charge de retraite – Régime à prestations définies

Le régime de retraite « sur-complémentaire » mis en place en décembre 2004 a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Le versement des prestations est conditionné à l'achèvement de la carrière du participant dans l'entreprise. Au départ à la retraite, le régime prévoit un « achat de rente » afin de liquider l'engagement vis-à-vis du bénéficiaire.

Les bénéficiaires sont des cadres dirigeants, des membres du Comité de Direction Générale, des cadres supérieurs, définis par l'accord sur les 35 heures comme étant des cadres hors classification.

Les rémunérations servant de base à la détermination de la rémunération de référence et au calcul de la retraite supplémentaire sont les rémunérations annuelles brutes majorées du bonus effectivement perçu avant toute retenue, notamment d'ordre fiscal ou social.

Le montant de la retraite supplémentaire garanti est égal à 10 % de la rémunération de référence, comprise entre quatre et huit fois le Plafond Annuel de la Sécurité Sociale (PASS) en vigueur à la date de la liquidation de la retraite, plus 20 % de la fraction de la rémunération de référence comprise entre huit et vingt-deux fois ledit plafond.

Ce supplément s'ajoute à la retraite de Sécurité Sociale et aux retraites complémentaires et supplémentaires à adhésion obligatoire. Les écarts résultant de sa première application sont traités selon les dispositions relatives aux changements de méthode.

Le Groupe a donc imputé sur ses capitaux propres, à la date de sa première application, l'impact net de fiscalité différée de ce changement de méthode pour un total de 8,381 millions d'euros. Ceci résulte de la reconnaissance d'avantages postérieurs à l'emploi, non antérieurement comptabilisés, pour un montant avant impôt de 12,825 millions d'euros ; les engagements ont été actualisés au taux de 4,25 %.

Le montant des engagements au 31 décembre 2024 a été déterminé par des actuaires qualifiés avec les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 3,38 %,
- taux d'inflation de 2,00 %,
- taux de rendement attendu des actifs du régime de 3,38 %,

Le taux d'actualisation a été déterminé en fonction des taux de rendement moyen constatés sur les obligations des sociétés cotées AA de la zone euro et de maturité 10 ans et plus (la référence est l'iBoxx € corporates) et de l'extrapolation de la courbe des taux avec celle des obligations d'Etat émises par la BCE.

Taxes et contributions sur les rentes : l'article 113 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites modifie les modalités d'assujettissement aux cotisations de Sécurité Sociale, à la contribution sociale généralisée et à la contribution au remboursement de la dette sociale des contributions des employeurs destinées au financement de prestations. En contrepartie de l'exonération de charges sociales, une taxe payable exclusivement par l'entreprise a été instaurée.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2010 a instauré le doublement de la taxe assise sur les montants de rente dépassant 1/3 du PASS. Cette taxe est passée de 8 % à 16 %, pour toute rente versée à partir du 1^{er} janvier 2010.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2011 a ensuite modifié l'assiette d'application de cette taxe. Désormais la franchise est supprimée, la taxe de 16 % est donc appliquée dès le 1^{er} euro de rente pour toute rente liquidée après le 1^{er} janvier 2001.

Le Groupe avait fait le choix de l'option de taxation sur les rentes. En fin d'année 2011, la société a opté pour un changement d'option, ouvert par la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 sur les régimes à prestations définies de type L.137-11.

Elle est passée à la taxe de 12 % assise sur toutes les cotisations versées au fonds.

Ce taux est fixé par l'article 32 de la loi de finances rectificative pour 2012 du 16 août 2012, à 24 % pour tout versement pour les exercices ouverts après le 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2024, le montant des engagements s'élève à 19,982 millions d'euros avant impôt, la juste valeur des actifs est de 20,171 millions d'euros, soit un actif net de 189 milliers d'euros.

Actifs financiers en représentation des engagements (retraite sur-complémentaire)

Structure du portefeuille	31/12/2024	31/12/2023
Actions	52.30 %	44.50 %
Obligations	40.50 %	45.50 %
Immobilier	7.20 %	8.10 %
Monétaires & Autres	0.00 %	1.90 %
Taux de rendement des actifs du régime	3.38 %	3.15 %

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire)

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur actuelle de l'obligation	19.982	22.855
- Valeur des actifs du régime	-20.171	-19.246
Situation financière du régime	-189	3.609
- Coût des services passés non reconnus	-	-
Provision	-189	3.609

6.1.B. – Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière constituent un avantage postérieur à l'emploi et entrent dans la catégorie des régimes à prestations définies.

Les droits au titre des indemnités de départ en retraite des sociétés du Groupe sont définis par les conventions collectives suivantes :

- la Convention Collective Nationale de la Banque (n° 2120) pour toutes les sociétés,
- la Convention Collective Nationale des Entreprises de Courtage d'Assurances et/ou de Réassurances (n° 2247) pour la société Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France).

L'assiette de rémunération prise en compte dans le calcul d'indemnité de départ en retraite est la suivante :

- pour la CCN de la Banque, 1/13^e de la rémunération moyenne que l'intéressé a ou aurait perçue au cours des douze derniers mois, à l'exclusion de toute prime fixe ou exceptionnelle ainsi que tout élément variable,
- pour la CCN du Courtage d'Assurances, 1/12^e de la rémunération que l'intéressé a ou aurait perçue au cours des douze derniers mois.

Cette indemnité ne peut être inférieure à l'indemnité légale de départ à la retraite telle que prévue par le Code du travail.

Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la méthode des Unités de Crédits Projetés.

Les pertes et gains actuariels au titre du régime d'indemnités de fin de carrière sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Le Groupe a en effet décidé d'appliquer l'amendement de la norme IAS 19 autorisant la reconnaissance des pertes ou gains actuariels liés à l'expérience et/ou à la modification d'hypothèse sur fonds propres. Le taux d'actualisation de 3,38 % retenu est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation (taux iBoxx corporate AA de la zone euro de maturité 10 ans et plus), et sur l'extrapolation de la courbe des taux avec celle des obligations d'État émises par la BCE.

Le montant brut des engagements s'élève à 4,300 millions d'euros au 31 décembre 2024 et à 4,109 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Le coût des services en 2024 est de 339 milliers d'euros, le coût d'actualisation est de 131 milliers d'euros, les prestations réellement versées s'élèvent à 179 milliers d'euros et la perte actuarielle constatée au titre de 2024 est de 100 milliers d'euros.

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire et IFC)

Détail de la charge comptabilisée (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus de l'exercice	-160	-142
Coût financier	-846	-903
Rendement attendu des actifs du régime	638	684
Charge nette comptabilisée	-368	-361

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies

Principales hypothèses actuarielles (IFC)	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3.38 %	3.15 %
Taux d'inflation attendu sur le long terme	2.00 %	2.10 %
Taux de progression des salaires		
- Employés	2.00 %	2.10 %
- Cadres	2.50 %	2.60 %
- Cadres supérieurs	3.00 %	3.10 %
Taux de charges sociales et fiscales patronales	56.39 %	54.87 %
Table de mortalité	THTF 18 20	THTF 16 18

Principales hypothèses actuarielles (retraite sur-complémentaire)	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3.38 %	3.15 %
Taux de croissance net d'inflation des masses salariales (*)	n/a	n/a
Durée de vie active moyenne résiduelle des salariés (*)	n/a	n/a
Table de mortalité	TGH -TGF 05	TGH -TGF 05

(*) le taux de croissance net d'inflation des salaires attendus est non applicable, car il n'y a plus d'actifs bénéficiaires de ce régime

Analyse des sensibilités des engagements des régimes postérieurs à l'emploi aux variations des principales hypothèses actuarielles

Impact de la variation (Retraite sur-complémentaire)	31/12/2024
Variation - 0,50 % du taux d'actualisation : 2,88 % (3,38 % - 0,50 %)	
– Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre 2024	6.98 %
– Impact sur le total net des charges 2024	-8.68 %
Variation + 0,50 % du taux d'actualisation : 3,88 % (3,38 % + 0,50 %)	
– Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre 2024	-5.31 %
– Impact sur le total net des charges 2024	8.52 %

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire et IFC)

Evolution de la provision (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Provision / Actif en début de période	7.718	4.990
- Charges inscrites au compte de résultat	547	520
- Prestations directement payées par l'employeur (non financées)	-179	-159
- Variations de périmètre (acquisitions, cessions)	-	-15
- Perte ou gain actuariel	-3.975	2.382
- Autres mouvements	-	-
Provision / Actif en fin de période	4.111	7.718

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire et IFC)

Tableau de comptabilisation des engagements (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Variation de la valeur des engagements		
Valeur actuelle de l'obligation en début de période	26.964	24.270
- Coût des services rendus	339	301
- Coût de l'actualisation	846	903
- Cotisations versées par les employés	-	-
- Gains ou pertes actuariels	-2.538	2.793
- Prestations payées par l'employeur et /ou le fonds	-1.329	-1.288
- Variation de périmètre (acquisitions, cessions)	-	-15
- Autres mouvements	-	-
Valeur actuelle totale de l'engagement en fin de période (A)	24.282	26.964
Variation des actifs de couverture et des droits à remboursement		
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	19.246	19.280
- Produits financiers sur actifs de couverture	638	684
- Gains ou pertes actuariels	1.437	411
- Prestations versées par le fonds	-1.150	-1.129
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	20.171	19.246
Couverture financière		
Situation financière (A) – (B)	4.111	7.718
Provision / Actif	4.111	7.718

6.1.C. – Rémunérations différées

La Politique de Rémunération mise à jour pour 2024, publiée sur l'intranet du Groupe (section France) a été validée par le Conseil de Surveillance, après l'avis favorable du Comité de Rémunération et du Directoire.

Le Groupe applique les normes professionnelles susmentionnées en tenant compte des performances individuelles des collaborateurs, de la concurrence sur ses marchés, de sa stratégie, des objectifs à long terme et de l'intérêt des actionnaires.

Le contexte réglementaire

SECTEUR BANCAIRE

L'arrêté du 3 novembre 2009 et les normes professionnelles de la Fédération Bancaire Française ont imposé aux établissements financiers de réglementer les pratiques de versement des rémunérations variables des professionnels des marchés financiers et des dirigeants, afin de garantir un niveau de fonds propres qui ne les mettrait pas en situation de risque.

L'arrêté du 13 décembre 2010 élargit les normes FBF du 5 novembre 2009 réservées aux dirigeants et aux professionnels des marchés financiers (définis comme des collaborateurs dont la performance et donc la rémunération sont liées à des instruments de marché), aux professionnels des risques et à l'ensemble des collaborateurs ayant un niveau de rémunération global équivalent et dont l'activité est susceptible d'avoir une incidence sur le profil de risque de l'entreprise. Il a également repris les critères de versement de la rémunération variable des collaborateurs concernés, fixés par la FBF. Depuis l'exercice 2015, la réglementation en matière de rémunération s'appuie sur la Directive dite « CRD IV » 2013/36/UE, modifiée par la Directive (EU) 2019/878 dite « CRD V » et sa transposition notamment via le Décret n° 2020-1637 du 22 décembre 2020 et l'Ordonnance n° 2020-1635 du 21 décembre 2020.

SECTEUR DE LA GESTION D'ACTIFS

L'AFG, l'AFIC et l'AS PIM ont publié des dispositions communes sur les politiques de rémunération des sociétés de gestion le 23 novembre 2010.

La Directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs dite « AIFMD » du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011, transposée en France par l'ordonnance 2013-676 du 27 juillet 2013, a pris effet lors de l'exercice 2015 (rémunérations variables attribuées en mars 2016).

La Directive 2014/91/UE dite « OPCVM V » pour les OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières), transposée en France par l'ordonnance 2016-312 du 17 mars 2016, est entrée en vigueur lors de l'exercice 2017 (bonus versés en mars 2018). Elle comporte des dispositions très similaires à celles de la réglementation AIFMD.

Gouvernance et formalisation des pratiques existantes

En application des textes précités, un rapport annuel relatif aux rémunérations variables des collaborateurs concernés est adressé à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Le processus de détermination des rémunérations ainsi que les enveloppes auxquelles il conduit doivent chaque année être examinés par le Comité des Rémunérations de la Banque, et soumis à la validation du Conseil de Surveillance.

Le dispositif de la Banque

1 – Collaborateurs « preneurs de risques » ou personnel « Identifié » retenues conformément à CRD V

Les collaborateurs concernés sont les suivants :

- a) Tous les membres de l'organe de direction et la direction générale, ainsi que ceux de la fonction de surveillance et les « dirigeants effectifs » (Article L 511-71 du CMF) ;
- b) Les membres du personnel ayant des responsabilités dirigeantes sur les fonctions de contrôle de l'établissement ou sur les unités opérationnelles importantes ;
- c) Les membres du personnel ayant eu droit à une rémunération significative au cours de l'exercice précédent, à condition que les conditions suivantes soient réunies :
 - La rémunération du membre du personnel en question est supérieure ou égale à 500 000 EUR et supérieure ou égale à la rémunération moyenne accordée aux membres de l'organe de direction et de la direction générale de l'établissement visés au point a) ;
 - Le membre du personnel en question exerce les activités professionnelles dans une unité opérationnelle importante et lesdites activités sont de nature à avoir une incidence significative sur le profil de risque de l'unité opérationnelle en question.

La détermination des rémunérations variables des collaborateurs « preneurs de risques » respecte les principes suivants : Les bonus sont partiellement différés, et ce de façon linéaire sur 3 ans minimum dès lors qu'ils atteignent un certain niveau de rémunération variable.

S'agissant de rémunérations variables au titre de l'année 2024 ayant atteint un certain seuil, une fraction représentant 40 à 60 % sera versée en numéraire et /ou en instruments, et échelonnée sur trois exercices.

La Banque a dans ce cadre mis en place un instrument différé sur 3 ans par tiers égaux en cash indexé sur le prix de l'action de la société Edmond de Rothschild Holding S.A. (holding Suisse non cotée du Groupe Edmond de Rothschild), dénommé Plan de Performance Groupe.

2 – Gérants, commerciaux des sociétés de gestion

Dans le cadre des Directives AIFM et OPCVM V, la société Edmond de Rothschild Asset Management (France) a été amenée à faire évoluer sa politique de rémunération, et notamment ses pratiques en termes de rémunération variable différée, pour les gestionnaires de fonds ainsi que les autres catégories de collaborateurs visés par les Directives (collaborateurs dits « Material Risk Takers »).

Les principales caractéristiques du mécanisme sont les suivantes :

- application d'un différé sur 3 ans d'une part comprise entre 40 et 60 % du variable attribué au bénéficiaire,
- indexation de 50 % minimum du variable (tant différé qu'immédiat) à un panier de valeurs représentant les différentes expertises de gestion du Groupe,

- paiement du différé soumis à condition de présence et aux différentes conditions prévues par les Directives AIFM et OPCVM V (absence de prise de risques excessive, situation financière de la société,...) susceptibles d'en réduire le montant entre leur attribution initiale et leur acquisition.

Afin de prémunir la société contre une très forte augmentation de la valeur du panier, un mécanisme de couverture a également été mis en place.

Une charge de rémunération est comptabilisée de manière étalée pour refléter l'acquisition conditionnée à la présence des bénéficiaires.

Dans le cas où la performance du fonds progresse, la dette de rémunération variable ne sera pas réévaluée pour la partie couverte. L'actif de couverture sera conservé au coût historique. La partie non couverte devra faire l'objet d'une provision. Dans le cas inverse, l'actif de couverture fera l'objet d'une dépréciation (à hauteur de sa valeur de marché) ; en contrepartie, la dette de rémunération variable sera ajustée à la baisse.

« Employee Share Plan » (Plan d'actions gratuites du Groupe)

Le groupe Edmond de Rothschild a mis en place un plan d'actions gratuites de la société Edmond de Rothschild Holding S.A. (holding suisse non cotée du Groupe Edmond de Rothschild) au bénéfice de certains salariés du Groupe (les « Bénéficiaires »).

Les objectifs présidant à la mise en place de ce plan sont d'améliorer la rétention de collaborateurs clés et de favoriser l'alignement des intérêts entre les collaborateurs et l'actionnaire.

Les principales caractéristiques du plan sont les suivantes :

- les Bénéficiaires se voient attribuer des droits à recevoir des actions EdRH selon un calendrier d'acquisition de 3 ans (1/3 par an soit trois tranches acquises respectivement en mars N+2, mars N+3 et mars N+4),
- les Bénéficiaires deviennent actionnaires à la date d'acquisition (ils acquièrent des droits économiques uniquement, aucun droit social (droits de vote)).
- Il s'agit de « Bons de Participation » sous le régime de la loi suisse,
- les actions reçues ne peuvent être revendues qu'une fois la période de blocage écoulée,
- la période de revente est limitée dans le temps dans la mesure où chaque millésime a une durée de vie de 7 ans. Les actions ne peuvent être revendues qu'à la société Edmond de Rothschild Holding S.A.

Par ailleurs, les Bons de Participation seront livrés aux bénéficiaires de Edmond de Rothschild (France) par Edmond de Rothschild Holding S.A.

En application du contrat conclu entre Edmond de Rothschild Holding S.A. et Edmond de Rothschild (France), Edmond de Rothschild Holding S.A. refacture à Edmond de Rothschild (France) le coût d'acquisition de ses propres titres, destinés à être livrés aux bénéficiaires français.

Une charge est enregistrée au titre des services rendus par les salariés. En l'absence d'engagement de verser une somme en espèces aux salariés, le plan est qualifié d'equity-settled (IFRS 2.43B), avec les conséquences comptables suivantes :

- détermination d'une charge à la date d'attribution et sans réévaluation ultérieure, sauf pour tenir compte de l'évolution des conditions de service et/ou de performance (IFRS 2.B57),
- étalement de cette charge sur la période au cours de laquelle les services sont rendus, en contrepartie d'un compte de capitaux propres qui représente la contribution de la société mère (IFRS 2.B53),
- la période d'étalement est celle au cours de laquelle les bénéficiaires rendent des services au Groupe sur la base des conditions de présence nécessaires à l'acquisition des droits. En l'occurrence, la charge du plan 2024 est étalée entre le 1^{er} janvier 2024 et les dates d'acquisition, c'est-à-dire sur 2,25, 3,25 et 4,25 ans pour les tranches qui seront acquises respectivement en mars 2026, mars 2027 et mars 2028.

Au 31 décembre 2024, la charge nette relative au plan d'actions gratuites du Groupe est de 4,273 milliers d'euros contre une charge nette de 4,532 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 7. – Informations complémentaires

7.1. – Périmètre de consolidation

	% d'intérêts		% de contrôle	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Entité consolidante				
Banque				
• Edmond de Rothschild (France)				
Intégration globale				
Sociétés de Portefeuille				
• Financière Boréale	100,00	100,00	100,00	100,00

• EdR Real Estate (Eastern Europe) Cie SàRL *	62,73	62,73	62,73	62,73
• CFSH Luxembourg SàRL *	100,00	100,00	100,00	100,00
• Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II SàRL *	58,33	58,33	58,33	58,33
• Bridge Management SàRL *	99,99	99,99	100,00	100,00
Sociétés de Gestion				
• Edmond de Rothschild Asset Management (France)	99,99	99,99	99,99	99,99
• Edmond de Rothschild Asset Management (Hong-Kong) Limited *	99,99	99,99	100,00	100,00
• EDR Immo Magnum	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de Conseil				
• Edmond de Rothschild Corporate Finance	100,00	100,00	100,00	100,00
Société d'Assurance				
• Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	100,00	100,00	100,00	100,00
Divers				
• Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd *	100,00	100,00	100,00	100,00
• Groupement Immobilière Financière	100,00	100,00	100,00	100,00
Mises en équivalence				
Sociétés de Gestion				
• Zhonghai Fund Management Co. Ltd *	25,00	25,00	25,00	25,00
• ERAAM	34,00	34,00	34,00	34,00

* Société étrangère.

7.2. – Effectif moyen

	31/12/2024	31/12/2023
Effectif moyen des sociétés françaises	784	734
- Techniciens	88	75
- Cadres	696	659
Effectif moyen des sociétés étrangères	16	56
Effectif moyen global	800	790

Conformément aux prescriptions du Code de Commerce, est communiquée par catégorie la ventilation par catégories de l'effectif moyen, salarié et mis à disposition du Groupe pendant l'exercice.

L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif, par référence à la durée conventionnelle ou légale du travail.

7.3. – Entités structurées non consolidées

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité.

Le Groupe est engagé dans des opérations avec des entités structurées sponsorisées à travers ses activités de gestionnaire de fonds. Des fonds sont proposés à des clients institutionnels et particuliers, et sont distribués et suivis commercialement par le Groupe.

En 2024, l'exposition totale s'élève à 23,5 millions d'euros contre 23,4 millions d'euros au 31 décembre 2023. Aucun nouvel engagement n'a été pris en 2024 et le montant résiduel à fin 2024 est de 4,5 millions d'euros.

Le Groupe bénéficie d'un mécanisme de « carried interest » conforme aux pratiques de marché.

7.4. – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement survenu après la clôture de l'exercice n'a eu d'impact significatif sur les comptes établis au 31 décembre 2024.

7.5. – Informations concernant le capital

En application du règlement n° 2000-03 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, l'appréciation du respect du ratio de solvabilité s'effectue au niveau de Edmond de Rothschild (France), cette dernière se conformant aux exigences en matière de capital.

Le capital de Edmond de Rothschild (France) s'élève au 31 décembre 2024 à 83.075.820 euros composé de 5 538 388 actions d'un nominal de 15 euros

7.6. – Honoraires des commissaires aux comptes

Montant des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2024

(En milliers d'euros.)	PwC	Grant Thornton Audit	Autres	31/12/2024	31/12/2023
Honoraires relatifs au commissariat aux comptes, à la certification et à l'examen des comptes individuels et consolidés	607	507	67	1181	1073
Edmond de Rothschild (France)	480	353	34	867	659
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	102	98	-	200	209
Autres	25	56	33	114	205
Services autres que la certification des comptes (SACC)(1)	282	-	-	282	76
Edmond de Rothschild (France)	186	-	-	186	-
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	96	-	-	96	69
Autres	-	-	-	-	7
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Total	889	507	67	1463	1149

(1) Les services autres que la certification des comptes sont constitués de lettres de confort, procédures convenues, attestations de concordance avec la comptabilité et consultations en matière réglementaires.

Les montants mentionnés ci-dessus intègrent les honoraires suivants, relatifs aux missions de services autres que de certifications des comptes (« SACC ») réalisées auprès de Edmond de Rothschild (France) et ses filiales :

- a-par « PricewaterhouseCoopers Audit », pour 607 milliers d'euros au titre de la certification des comptes et 282 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes ;
- b-par « Grant Thornton Audit », pour 507 milliers d'euros au titre de la certification des comptes.

Note 8. – Secteurs opérationnels

Les activités du Groupe s'articulent autour de deux pôles d'activités stratégiques (banque privée et gestion d'actifs) auxquels s'ajoute un autre pôle (autres activités et gestion propre).

La banque privée regroupe une offre de services comprenant :

- la gestion de portefeuille et de patrimoine, l'ingénierie patrimoniale et le family office,
- une activité de conseil aux entreprises à actionnariat familial.

Le pôle de la gestion d'actifs recouvre les quatre lignes de gestion suivantes :

- la gestion actions, gestion diversifiée et obligations convertibles,
- la multi gestion, traditionnelle et alternative,
- la gestion taux et crédit et les gestions structurée, quantitative et alternative directe,

Le pôle « autres activités et gestion propre » comprend :

- en autres activités, d'une part, le conseil aux entreprises logé au sein de la filiale dédiée Edmond de Rothschild Corporate Finance, et dont les domaines d'intervention regroupent le conseil en opérations de cessions ou d'acquisitions, l'évaluation d'entreprises et l'ingénierie financière, d'autre part, la Direction des Marchés de Capitaux pour son activité propre et les activités de la société de gestion pour compte de tiers,
- en gestion propre, les activités de gestion patrimoniale du Groupe (en particulier le portefeuille-titres), la fonction de centrale financière de la Banque auprès de ses différents métiers, les frais liés aux activités propres de ce pôle et à son rôle de pilotage du Groupe et des produits et charges ne relevant pas directement de l'activité des autres pôles d'activité.

Remarques méthodologiques

Les comptes de gestion de chaque pôle d'activité ont été établis avec pour objectifs de :

- déterminer les résultats de chacun de ces pôles comme s'il s'agissait d'entités autonomes,
- donner une image représentative de leurs résultats et de leur rentabilité au cours de l'exercice.

Les principales conventions retenues pour l'établissement de ces comptes sont les suivantes :

- le produit net bancaire de chacun des pôles correspond aux revenus générés par son activité, nets de rétrocessions de commissions versées aux apporteurs,
- les frais de gestion des pôles d'activité comprennent leurs frais directs, la partie qui leur incombe des charges du support logistique et opérationnel apporté par la Banque et une quote-part des frais de structure du Groupe,
- les provisions sont imputées aux différents pôles de façon à refléter pour chacun d'eux la charge du risque inhérente à son activité. Les provisions qui ne peuvent pas être affectées à un pôle d'activité sont imputées à la Gestion propre.

L'analyse détaillée des résultats de chacun de ces pôles et de leur contribution à la rentabilité du Groupe est présentée ci-après.

(En milliers d'euros.)	Banque Privée		Gestion d'actifs		Private Equity		Autres activités et Gestion propre		Groupe	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Produit net bancaire	137.611	140.927	152.434	129.794	-	4.353	93.250	105.465	383.295	380.538
Frais de gestion	-108.923	-109.860	-130.623	-120.387	-	-7.239	-83.049	-68.166	-322.594	-305.652
Frais de personnel	-68.018	-67.028	-75.826	-69.969	-	-3.586	-51.301	-41.160	-195.145	-181.743
- directs	-49.772	-48.253	-59.361	-54.758	-	-2.865	-41.356	-33.937	-150.490	-139.814
- indirects	-18.246	-18.774	-16.465	-15.211	-	-721	-9.944	-7.223	-44.655	-41.929
Autres charges d'exploitation	-34.628	-36.062	-49.710	-45.594	-	-3.351	-19.890	-15.718	-104.228	-100.725
Dotations aux amortissements	-6.277	-6.770	-5.087	-4.824	-	-302	-11.858	-11.288	-23.222	-23.184
Résultat brut d'exploitation	28.688	31.067	21.812	9.407	-	-2.886	10.201	37.299	60.700	74.886
Coût du risque	-	-	0	-	-	-	-98	-831	-98	-831
Résultat d'exploitation	28.688	31.067	21.812	9.407	-	-2.886	10.103	36.468	60.602	74.055
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	3.038	79	-3.633	79	-594
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	20	-	-	-	12.346	2.188	12.366	2.188
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat courant avant impôt	28.688	31.067	21.832	9.407	-	152	22.528	35.023	73.047	75.649
Impôt sur les bénéfices	-7.410	-8.025	-5.636	-2.429	-	631	-759	-6.104	-13.805	-15.927
Résultat net	21.278	23.042	16.196	6.978	-	783	21.769	28.919	59.242	59.723

Note 9. – Transactions avec les parties liées

Edmond de Rothschild (France) était une filiale de Edmond de Rothschild S.A. (EdR S.A.) jusqu'au 7 août 2019. Depuis cette date, elle est détenue par Edmond de Rothschild (Suisse), elle-même filiale de Edmond de Rothschild Holding S.A. (EdRH), l'actionnaire ultime étant, au 31 décembre 2024, La Hoirie de Benjamin de Rothschild.

Toutes les transactions ont été effectuées dans le cadre ordinaire des activités et à des conditions comparables à celles appliquées aux transactions avec des personnes similaires ou, le cas échéant, aux transactions avec d'autres salariés.

Les parties liées au groupe de Edmond de Rothschild (France) sont les sociétés consolidées au sein du groupe de Edmond de Rothschild (France), et celles du groupe EdRH. Ont été également retenus comme parties liées au sens de la norme IAS 24 les membres du Conseil de surveillance et membres du Directoire de Edmond de Rothschild (France), ainsi que leurs conjoint et enfants rattachés à leur foyer.

Transactions avec les parties liées personnes morales

La liste des sociétés consolidées par Edmond de Rothschild (France) est présentée dans la note 7.1.

Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans le tableau suivant les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, consolidées par mise en équivalence.

Transactions avec les sociétés mises en équivalence

La liste des sociétés mises en équivalence est présentée dans la note 3.10.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes de régularisation et actifs divers	14	14
Actif	14	14
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes envers la clientèle		
Comptes de régularisation et passifs divers	-	-
Passif	-	-
+ Intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)	-	-11.588
+ Produits des autres activités	-	1.073
- Charges des autres activités		
Produit net bancaire	-	-10.515
- Charges générales d'exploitation		
Résultat brut d'exploitation	-	-10.515

Transactions avec la société mère

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	788.484	767.257
Prêts et créances sur les établissements de crédit	17.764	1.528
Comptes de régularisation et actifs divers	3.309	4.447
Actif	809.557	773.232

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1.295.408	1.435.375
Dettes envers les établissements de crédit	1.862	2.471
Dettes envers la clientèle		
Comptes de régularisation et passifs divers	3.415	3.982
Passif	1.300.685	1.441.828

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	24.117	23.594
- Intérêts et charges assimilées	-432	-619
+ Commissions (produits)	4.884	4.175
- Commissions (charges)	-6.346	-6.135
+ Produits des autres activités	4.071	3.572
- Charges des autres activités	-62	-10
Produit net bancaire	26.232	24.577
- Charges générales d'exploitation	-8.853	-7.579
Résultat brut d'exploitation	17.379	16.998

Transactions avec les autres parties liées

Elles concernent les transactions avec Edmond de Rothschild Holding et ses filiales ainsi que celles conclues avec les filiales de Edmond de Rothschild S.A.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédits	1.348	2.461
Prêts et créances sur la clientèle		
Comptes de régularisation et actifs divers	31.176	30.227
Actif	32.524	32.688

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	35.539	187.464
Dettes envers les établissements de crédit	2.003	2.303
Dettes envers la clientèle	842	938
Comptes de régularisation et passifs divers	4.525	1.986
Provisions		
Passif	42.909	192.691

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	6	9
- Intérêts et charges assimilées	-450	-525
+ Commissions (produits)	80.948	80.941
- Commissions (charges)	-3.596	-5.098
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	64
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		
+ Produits des autres activités	4.261	4.527
- Charges des autres activités	-320	-420
Produit net bancaire	80.849	79.498
- Charges générales d'exploitation	-2.779	-1.478
Résultat brut d'exploitation	78.070	78.020

Transactions avec les parties liées personnes physiques

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et Prêts	41.839	37.452
Actif	41.839	37.452

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	-	-
Passif	-	-

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	1.948	1.898
Produit net bancaire	1.948	1.898
Résultat brut d'exploitation	1.948	1.898

Note 10. – Informations sur la gestion des risques et les instruments financiers

Partie 1. – Revue générale des dispositifs de contrôle

Section 1. – Dispositif de contrôle interne

La Banque, en ligne avec les attentes des régulateurs qui l'encadrent, a mis en place une organisation de contrôle interne qui lui permet un pilotage consolidé de ses risques.

Les différentes composantes de ce dispositif ont pour mission permanente de fournir aux organes sociaux et au Comité des Risques une vision pertinente des risques afin d'en permettre le pilotage.

L'expérience acquise dans cette démarche par les équipes de contrôle et la forte implication des organes sociaux permettent aujourd'hui une vision consolidée des risques pour la Banque elle-même, mais aussi pour ses clients.

Ce dispositif de contrôle interne se structure en trois niveaux :

- premier niveau : outre les opérationnels et leurs responsables hiérarchiques, un réseau de contrôleurs et de correspondants au sein des départements ou filiales opérationnels constitue le premier niveau de contrôle,
- deuxième niveau : la Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent s'assure de la bonne mise en œuvre des actions de contrôle interne de premier niveau, et la Direction Centrale des Risques assure une surveillance consolidée des risques financiers des activités,
- troisième niveau : l'Inspection Générale exerce un contrôle de troisième niveau sur l'ensemble des structures du groupe de la Banque. Lors de missions spécifiques ou transversales, elle rend compte de la qualité du contrôle interne, de

l'optimisation et de la sécurité des processus. La maturité de l'approche des risques et des contrôles, déployés par les entités de contrôle de deuxième niveau, permet à l'Inspection Générale de s'appuyer sur un socle éprouvé pour mener ses propres investigations et en rendre compte directement au Comité des Risques.

Section 2. – Description des entités de deuxième niveau

La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent et la Direction Centrale des Risques, entités centrales de deuxième niveau, sont chacune fortement impliquées dans leur ligne métier respective de correspondants de premier niveau, pour fixer les objectifs, faire évoluer en permanence les méthodes et outils et coordonner les démarches de contrôle.

Plus précisément :

- la Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent est en charge de la mise en œuvre des contrôles permanents. Située au deuxième niveau de contrôle, elle s'assure de la mise en œuvre du premier niveau de contrôle par les services opérationnels et exerce une mission d'assistance auprès des lignes de métier. Il s'agit d'informer et de former les collaborateurs afin que ceux-ci disposent d'une connaissance satisfaisante des dispositions réglementaires et des procédures internes régissant leur activité. Elle veille également au respect des principes déontologiques applicables aux collaborateurs et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,
- la Direction Centrale des Risques, maillon essentiel du dispositif de contrôle interne de deuxième niveau, est composée de trois services ayant comme mission de surveiller :
 - A) les risques pour compte propre (Contrôle des risques pour compte propre) dont les risques de contrepartie, de liquidité et de marché,
 - B) les risques liés à la gestion pour compte de tiers portés par les gérants d'actifs de la Banque et ses filiales de gestion,
 - C) les risques opérationnels liés aux défaillances de process, fraudes et systèmes. Ces missions de surveillance s'accompagnent de la mise en place et du maintien à jour d'une cartographie des risques, débouchant le cas échéant sur des plans d'actions ou des alertes suivant une politique d'escalade formalisée.

La Direction Centrale des Risques, en plus de son rôle propre de suivi des risques financiers, a aussi en charge l'animation de la filière Risques, avec en particulier l'organisation de comités transverses qui assurent une revue de l'ensemble des risques inhérents aux activités de la Banque. La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent s'assure quant à elle du fonctionnement conforme de cette filière Risques.

Section 3. – Une démarche de contrôle consolidée au niveau groupe Edmond de Rothschild

Une harmonisation des méthodologies de calcul et d'appréciation du risque homogène permet une consolidation des risques au niveau de l'entité suisse faitière.

Le dispositif de contrôle consolidé dont le groupe Edmond de Rothschild entend se doter passe par une intensification de la communication entre les équipes et par la fixation de modalités sans cesse améliorées de remontée de l'information.

Partie 2. – Gestion des risques de crédit-contrepartie

Le risque de crédit-contrepartie correspond au risque de pertes résultant de l'incapacité d'un client ou d'une contrepartie à honorer ses obligations financières. Ce risque comprend, entre autres, le risque de règlement encouru au cours de la période séparant le moment où l'instruction de paiement ou de livraison d'un instrument financier vendu ne peut plus être annulée unilatéralement par la Banque et la réception définitive de l'instrument financier acheté ou des espèces correspondantes.

Section 1. – Activités génératrices

Les risques de crédit-contrepartie encourus par le Groupe trouvent leur origine dans :

1. les opérations conclues avec la clientèle privée et avec les OPCVM gérés par les sociétés de gestion du Groupe, et notamment dans les opérations suivantes :

- octroi de crédits ou d'engagements à la clientèle privée,
- découverts sur comptes à vue en faveur des particuliers,
- découverts ponctuels présentés par les OPCVM gérés par les sociétés de gestion du Groupe et déposés auprès de la Banque (débits en compte résultant du décalage ponctuel lié à l'achat et à la vente de titres),
- opérations de change conclues avec certains OPCVM Maison dans le cadre de la couverture contre le risque de change résultant de positions en devises étrangères

2. les opérations de marché de gré à gré conclues dans le cadre de l'activité de gestion pour compte propre, principalement avec des contreparties bancaires ou des entreprises de grande taille présentant une notation satisfaisante.

Section 2. – Procédures d'octroi des autorisations de suivi et d'évaluation

Procédures d'octroi des autorisations

De manière générale, l'acceptation de tout risque de crédit est subordonnée à une rémunération attendue couvrant de manière satisfaisante le risque de perte dans l'hypothèse d'un défaut du client ou de la contrepartie. La recherche de garanties est certes généralisée mais elle ne se substitue en aucun cas à une analyse de risques existants.

Les règles et les modes opératoires sont déclinés différemment s'agissant respectivement des engagements sur la clientèle et des opérations de marché.

— S'agissant de l'octroi de crédits ou d'engagements par signature à la clientèle privée

Dans la majorité des cas, l'octroi d'un concours à la clientèle (crédit ou engagement par signature) ressort de la compétence du Comité des Crédits dont la fréquence des réunions est hebdomadaire ; ce comité est présidé par le Président du Directoire ou un autre membre du Directoire de la Banque. Préalablement la Direction des Crédits a procédé à l'examen de la demande de concours présentée par le banquier concerné (ou par une société de gestion du Groupe lorsque le bénéficiaire est un OPCVM géré). Ce service rédige un avis motivé sur la qualité du risque proposé et transmet l'ensemble du dossier au Comité des Crédits pour décision, laquelle sera matérialisée par un visa formel du président du comité. Au-delà des pouvoirs du Comité des Crédits, les dossiers font l'objet d'une soumission à l'ensemble du Directoire et par le Chief Financial du groupe Edmond de Rothschild.

En outre, des concours peuvent également être consentis par délégation de certains collaborateurs de la Direction de la banque privée. Les délégations précitées font l'objet de plafonds strictement définis et sont régies par une procédure interne ad hoc.

Enfin, les concours délivrés par délégation sont systématiquement portés à la connaissance de la Direction des Crédits qui s'assure du respect des pouvoirs délégués.

S'agissant des opérations de marché de gré à gré, les contreparties bancaires font l'objet d'un examen semestriel.

Etant donné la dégradation brutale de la situation de nombre de contreparties bancaires, le Contrôle des risques pour compte propre a renforcé en 2008 les moyens de suivi quotidien en collectant et analysant l'information fournie par les spreads sur CDS (Credit Default Swap).

Cet état de surveillance a été étendu à des signatures corporate et aux souverains. Afin de compléter ce dispositif et conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, la Direction Centrale des Risques a mis en œuvre une méthodologie propre d'évaluation du risque de crédit suivant une approche par score d'expertise, en complément d'un recours aux notations externes. Ce modèle interne permet de mesurer la qualité de la signature de l'emprunteur par des techniques d'analyse financière et de scoring.

Les contreparties commerciales (grandes entreprises du secteur public notamment) font également l'objet d'autorisations formelles, au sein du même Comité. Pour l'ensemble des contreparties de marché (contreparties bancaires et contreparties commerciales), le Comité précité arrête les limites individuelles de risques pour chacune des entités du Groupe en s'assurant préalablement de la conformité de celles-ci à l'appétence au risque du groupe Edmond de Rothschild.

Ces limites individuelles sont le cas échéant complétées par des limites dites de groupe, encadrant les expositions sur un ensemble de tiers jugé comme même bénéficiaire au sens de l'article 3 du règlement n° 93-05 relatif au contrôle des grands risques. L'attribution des limites d'investissement s'appuie sur le rating interne établi par la Direction Centrale des Risques et sur une étude de la solvabilité des contreparties individuelles.

Deux types de limites sont ainsi définis :

- les limites en montant : il s'agit du montant maximal de risque (en bilan et hors-bilan cumulés) que la Banque accepte de prendre sur une contrepartie (ou un groupe de contreparties liées),
- les limites en durée : elles déterminent la durée maximale des opérations négociées. Cette durée est corrélée entre autres à la qualité du rating de la contrepartie ou de l'émetteur.

Toute dégradation jugée significative de la qualité d'une contrepartie ou évolution des contraintes réglementaires déclenche le réexamen immédiat des autorisations accordées à cette entité lors de chaque Comité mensuel des risques.

Processus de suivi et d'évaluation des risques

— S'agissant de l'octroi de crédits ou d'engagements par signature à la clientèle privée

– Le suivi des dépassements

Au quotidien, les banquiers sont responsables du suivi des comptes présentant un solde débiteur ou, le cas échéant, un débit en compte excédant le découvert autorisé. Aux fins d'exercer ce contrôle, les banquiers reçoivent chaque matin des alertes relatives aux dépassements des comptes clients. En outre, la Direction de la banque privée assure un contrôle sur les états de dépassement présentant un seuil de matérialité, pour l'ensemble des comptes ouverts dans les livres de la Banque. De même, la Direction des Crédits vérifie que les dépassements respectent les pouvoirs délégués tant en terme de montant que de durée. Elle adresse le cas échéant une demande au banquier (avec copie au responsable hiérarchique de celui-ci) afin que des mesures appropriées soient définies et mises en œuvre. Lorsqu'elle estime que la situation le justifie, la Direction des Crédits informe le Comité des Crédits afin de prendre une décision visant à résoudre ce type de situation.

Enfin, chaque mois, la Direction des Crédits présente une synthèse des comptes en « anomalie » et transmet celle-ci à la Direction de la banque privée et à la Direction Générale lors du Comité mensuel des risques.

– Le suivi des garanties

Usuellement, les concours octroyés par la Banque sont assortis de garanties, notamment sous la forme de nantissemements de comptes d'instruments financiers ou de délégations de contrats d'assurance. Un suivi de la valeur des garanties est assuré par la Direction des Crédits qui reçoit quotidiennement des alertes portant sur les garanties présentant une insuffisance de couverture au regard du concours octroyé.

Une synthèse mensuelle est établie à destination de la Direction de la banque privée et de la Direction Générale lors du Comité mensuel des risques qui présente les situations en anomalie. Cependant, lorsqu'une situation le justifie, la Direction des Crédits peut porter à la connaissance du Comité des Crédits tout dossier en insuffisance de couverture sans attendre la fin du mois afin que les actions soient entreprises.

– Le traitement des encours douteux

Les concours présentant un caractère douteux sont transférés à la Direction Juridique, qui en assure le suivi. Ces concours font l'objet d'un examen trimestriel au cours du Comité des contentieux, présidé par le Directeur Général de la Banque. Ce Comité examine également l'ensemble des litiges que le Groupe pourrait connaître.

— S'agissant des opérations de marché de gré à gré

La gestion des risques de crédit associés aux opérations de marché repose, en premier lieu, sur une sélection rigoureuse des contreparties autorisées. Elle repose également sur l'utilisation de techniques de réduction ou de suppression du risque, techniques que le Groupe a retenues avec ses principales contreparties : mise en place de contrats cadres et de collatéraux, d'une part, recours au système Continuous Link Settlement (CLS), d'autre part. Enfin, cette gestion comporte un suivi quotidien du respect des limites de risques ainsi qu'un suivi des contreparties de marché.

– La mise en place de contrats-cadres et de collatéraux

Afin de réduire le risque de contrepartie sur les opérations de hors-bilan, la mise en place de contrats cadres a été systématisée depuis plusieurs années. Ainsi, au 31 décembre 2024, 96 % des risques hors-bilan bruts étaient couverts par de tels contrats pour les contreparties de marchés. Il est à noter que la quasi-totalité des risques non couverts par un contrat-cadre concernaient à cette date des transactions avec des entités du Groupe.

En outre, suite à l'adoption le 4 octobre 2016 du règlement délégué complétant le règlement Emir par des normes techniques d'atténuation des risques pour les dérivés non compensés, les contrats de collatéraux (CSA) ont été mis à jour avec vingt-six contreparties. Les opérations avec les contreparties non signataires se limitent depuis à des opérations de change au comptant. Les caractéristiques de ces contrats sont renseignées dans la base de données OSACAS.

Le Back Office produits structurés est chargé du suivi et du traitement administratif des collatéraux. Le collatéral à ce jour admis par la Banque est exclusivement constitué d'espèces. L'outil KTP calcule quotidiennement un appel de marge « théorique » pour chaque contrepartie active. Ces informations sont ensuite déversées automatiquement dans l'outil DSI Collatéral pour affectation d'un premier statut provisoire. Une notification de paiement est adressée à la contrepartie lorsque le statut mentionne un appel de marge à recevoir. Une fois le paiement effectué, le collatéral reçu est interfacé dans l'outil de gestion du risque de contrepartie RiskOrigin édité par Moody's Analytics. En cas de désaccord avec la contrepartie, aucun flux n'est échangé et le statut est mis à jour à « abandon ». Un état d'incidents recensant l'ensemble des appels de marges « abandonnés » est adressé au Contrôle des risques pour compte propre.

Enfin, avant signature, tout contrat cadre ou tout contrat de collatéral est examiné par un juriste spécialisé en opérations de marché et les montants de franchises sont validés par la Direction Centrale des Risques.

– Le recours au système CLS pour les opérations de change

Depuis mars 2006, la Banque est adhérente au système CLS, qui permet d'éliminer le risque de règlement usuellement associé aux opérations de change de gré à gré. Ainsi, le risque de règlement livraison sur les opérations de change en devises a considérablement diminué puisque, au 31 décembre 2024, 75 % des flux de change au comptant et à terme effectués avec des contreparties externes transitent par ce canal sécurisé.

– Le suivi du respect des limites de risques

Les expositions sont réévaluées quotidiennement en marked to market auquel est rajouté un add-on, soit un montant additionnel censé couvrir le risque de dégradation potentiel d'ici à l'échéance de chaque contrat. Ces add-ons dépendent de la nature des contrats et de leur maturité. Le suivi est intégralement automatisé sur une plateforme logicielle nouvelle et satisfait aux meilleurs critères de place (RiskOrigin, Moody's Analytics).

Les responsables de desks prennent quotidiennement connaissance des encours et des utilisations de limites de contreparties. Tout opérateur a la responsabilité de respecter strictement les limites de risques qui sont attribuées à son centre de profit. En cas de dépassement, il doit informer immédiatement sa hiérarchie.

La Direction Centrale des Risques contrôle quotidiennement le respect des limites de contrepartie pour l'ensemble des activités de marché du Groupe. En cas de dépassement, elle alerte le Directoire de la Banque.

En outre, le Comité mensuel des risques examine les expositions aux risques, les dépassements éventuels de limites ainsi que les modalités de résorption de tout dépassement. Par ailleurs, le Comité mensuel des risques suit la mise en place des contrats cadres et de collatéraux.

– Le suivi des contreparties de marché

Une surveillance des engagements est effectuée et un suivi permanent des contreparties de marché est organisé par la Direction Centrale des Risques afin d'identifier avec anticipation un risque éventuel de défaillance. Le Contrôle des risques pour compte propre doit présenter en Comité mensuel des risques les contreparties qui connaissent des événements significatifs, tels qu'un changement d'actionnariat, une dégradation de rating interne ou encore la publication de pertes. En tout état de cause, une revue systématique de la totalité des limites sur les contreparties bancaires est effectuée deux fois par an en tenant compte des données financières, des données macroéconomiques et des ratings. Les risques de crédit envers les institutions financières et les entités souveraines ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité est jugée irréprochable. Un dispositif d'alerte sur le niveau des spreads CDS a été établi afin de mesurer la perception du risque de crédit par les marchés. Les données sur les CDS sont fournies par CMA Datavision, société indépendante basée à Londres et à New York. L'évaluation des spreads s'effectue sur la base d'un modèle combinant les cotations de marché pertinentes sur les CDS collectées auprès de contributeurs fiables, les ratings et d'autres données sectorielles. L'analyse des spreads CDS un an et cinq ans a permis de compléter le dispositif de surveillance et d'anticiper les difficultés de certaines contreparties. Les spreads CDS participent à l'évaluation du rating interne des contreparties de marché suivant une méthodologie propriétaire.

Section 3. – Expositions aux risques de crédit-contrepartie

Engagements du Groupe sur la clientèle

La clientèle du Groupe regroupe la banque privée, le groupe Edmond de Rothschild (hors Banque et ses filiales) ainsi que les OPCVM gérés par le Groupe. Les tableaux ci-dessous détaillent les engagements du Groupe sur la clientèle.

Évolution des engagements du Groupe sur la clientèle

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Crédits (bilan)	1.271	1.213
Cautions	95	84
Ouvertures de crédits non utilisées	398	439
Total	1.764	1.736

L'encours des engagements du Groupe sur la clientèle s'élève à 1.699 millions d'euros, en augmentation de 6.1 % par rapport à l'année dernière, alors que les positions débitrices des OPCVM atteignent 2.7 %.

— Qualité des engagements sur la clientèle

Division des encours

Aucun encours ne fait l'objet d'une déclaration au titre du ratio de division des risques.

Hors Groupe, la plupart des crédits sont inférieurs à 3 millions d'euros ; si le nombre de dossiers supérieurs à 3 millions d'euros est faible (inférieur à 10 %), en revanche leur montant est significatif 871 millions d'euros. Il représente 51.2 % de notre exposition en risque de crédit à la clientèle privée. Ainsi, 112 clients (en notion de bénéficiaires liés) présentent un niveau d'encours supérieur à 3 millions d'euros pour un total de 842 millions d'euros.

Au niveau du hors bilan, les engagements des dix premiers clients totalisent aujourd'hui 46 millions d'euros, soit 53 % de l'encours de cautions délivrées pour la DCP.

Part des créances sur la clientèle privée présentant un caractère douteux et provisions constituées à ce titre

Les dépassements d'autorisation sont très limités. Ils représentent généralement moins de 1 % des encours au 31 décembre 2024. Ils font l'objet d'un suivi et sont régularisés rapidement.

Part des créances sur la clientèle privée couvertes par le nantissement d'un compte d'instruments financiers ou la délégation d'un contrat d'assurance-vie

Plus de 90 % des créances sur la clientèle privée sont garanties par le nantissement d'un compte d'instruments financiers, la délégation d'un contrat d'assurance ou une garantie bancaire (en général Groupe). Les portefeuilles financiers constituant l'assiette des nantissements sont diversifiés, investis principalement en titres de sociétés cotées, obligations ou parts d'OPCVM, et pour la plupart gérés sous mandat.

Les autres garanties sont principalement constituées par des hypothèques

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances sur la Clientèle Privée présentant un caractère douteux	424	410
Dont les créances ayant fait l'objet d'une dépréciation	423	410
Montant net	1	-
Pourcentage des concours à la clientèle	0,00 %	0,00 %

Dès lors qu'une créance présente un caractère douteux, les conditions de solvabilité de la contrepartie et les risques de non-recouvrement de la créance font l'objet d'une appréciation par la Banque qui décide du principe de la constitution d'une dotation pour dépréciation et de son montant.

Encours dépréciés ou non présentant des impayés et garanties reçues au titre de ces encours

Au 31 décembre 2024, il n'y a pas d'encours dépréciés ou non présentant des impayés, ni de garanties reçues au titre de ces encours.

Exposition au risque de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe au risque de crédit. Cette exposition au risque de crédit, avant effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux, correspond à la valeur comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées.

Cette exposition ne tient pas compte de l'effet de l'application des contrats-cadres de compensation en vigueur au 31 décembre 2024 et des collatéraux sur les instruments financiers à terme, négociés de gré à gré. Au 31 décembre 2024, cet effet, calculé sur la base des compensations espèces admises sur le plan prudentiel, réduirait l'exposition du Groupe au risque de crédit de 40,2 millions d'euros.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Exposition maximale au risque de crédit		
Actifs financiers en valeur de marché par résultat (hors titres à revenu variable)	87.823	64.133
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres (hors titres à revenu variable)	10.413	990
Titres au coût amorti (hors titres à revenu variable)	73.503	79.218
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit	953.690	835.091
Prêts et créances émis sur la clientèle	1.270.530	1.212.759
Exposition des engagements au bilan nets de dépréciation	2.395.959	2.192.191
Engagements de financement donnés	402.936	445.062
Engagements de garantie financière donnés	94.806	84.325
Provisions pour engagements par signature	-	-
Exposition des engagements hors bilan nets de dépréciation	497.742	529.387
Total de l'exposition nette	2.893.701	2.721.578

Répartition des instruments financiers par nature de prix de marché ou de modèle utilisé pour leur valorisation

La répartition des instruments financiers par nature de prix de marché ou de modèle donnée dans le tableau ci-dessous est établie conformément aux catégories d'instruments définies précédemment.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transactions	-	37.320	-	37.320
Dérivés de couverture	-	37.820	-	37.820
Instruments de dette non SPPI	-	50.179	-	50.179

Autres instruments financiers à la juste valeur par résultat		18.477		18.477
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	143.796	-	143.796
Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Titres de participation à la juste valeur par capitaux propres	-	10.404	9	10.413
Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	10.404	9	10.413
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	175	17.875	-	18.050
Dérivés de couverture	-	2.529	-	2.529
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	-	1.547.242	815.313	2.362.555
Total passifs financiers à la juste valeur par résultat	175	1.567.646	815.313	2.383.134

(En milliers d'euros.)	31/12/2023			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transactions	-	14.247	-	14.247
Dérivés de couverture	-	47.755	-	47.755
Instruments de dette non SPPI	-	49.563	-	49.563
Autres instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	16.671	-	16.671
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	128.236	-	128.236
Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Titres de participation à la juste valeur par capitaux propres	-	981	9	990
Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	981	9	990
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	14.359	10.874	-	25.233
Dérivés de couverture	-	3.477	-	3.477
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	-	1.872.712	845.200	2.717.912
Total passifs financiers à la juste valeur par résultat	14.359	1.887.063	845.200	2.746.622

Le Groupe a émis en 2024 des EMTN structurés valorisés à un montant de 477,1 millions d'euros et les sorties se sont élevées à 444,5 millions d'euros.

Expositions aux risques de crédit-contrepartie au titre des opérations de marché

Les expositions aux risques de crédit figurant ci-dessous comprennent, outre les risques issus de l'activité de compte propre, les risques émetteurs encourus par les OPCVM garantis (lorsque la Banque est le garant) afin de refléter l'exposition globale de la Banque envers des contreparties bancaires.

Au 31 décembre 2024, 98 % des risques de crédit au titre des opérations de marché sont encourus sur des contreparties bancaires dont la notation (externe) est supérieure ou égale à A. Il convient, par ailleurs, de souligner que la quasi-totalité de nos expositions portent sur des contreparties dont les risques sont considérés comme de bonne, voire d'excellente qualité (notation externe supérieure ou égale à BBB).

Répartition des engagements bruts sur les contreparties bancaires par rating

Ainsi, au 31 décembre 2024, les engagements bancaires bruts (y compris les engagements hors-bilan) ont diminué légèrement par rapport à l'année précédente :

La répartition par rating des engagements sur contreparties bancaires démontre la bonne qualité du portefeuille. Elle se concentre exclusivement sur des contreparties Investment Grade

Rating par tranche (En millions d'euros.)	Equivalent risque brut					
	31/12/2024		31/12/2023		31/12/2022	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
AAA	0,4	1,09 %	0,4	0,72 %	0,3	0,5 %
AA	3,3	8,97 %	3,2	5,75 %	6,2	11,0 %
A	32,3	87,77 %	45,9	82,41 %	49,1	86,9 %
BBB	0,8	2,17 %	6,2	11,13 %	0,9	1,6 %
<BBB	-	-	-	-	-	-
Non noté	0,0	0,0 %	0,0	0,0 %	0,0	0,0 %

Méthodologie : Ratings externes présentés en équivalent Standard & Poor's, engagements évalués à leur valeur de remplacement sans prise en compte des effets de compensation et des collatéraux.

Répartition des engagements bruts sur les contreparties souveraines par rating

Le risque de contrepartie sur les contreparties souveraines est limité à la France via la détention d'obligations souveraines françaises (hors trésorerie placé au sein de la Banque de France pour un montant d'environ 1,5 milliards d'€).

Partie 3. – Gestion des risques de marché

Les risques de marché sont des risques de pertes encourus sous l'effet de la variation défavorable de paramètres de marché (taux d'intérêt, cours des devises, cours des actions ou cours des matières premières notamment), à l'exception des mouvements de prix qui résulteraient de la dégradation de la situation financière d'un émetteur.

Section 1. – Activités génératrices

Au sein du Groupe, les risques de marché résultent :

- d'une part, des activités de compte propre conduites par la table d'exécution de la Banque, notamment les desks « trésorerie euro et devises » et « change »,
- d'autre part, de la détention d'EMTN ou OPCVM structurés, soit dans le cadre de la politique d'amorçage, soit au titre de l'animation du marché secondaire. Dans ce cas, une filiale de la Banque, Financière Boréale, se porte contrepartie des cessions de la clientèle quand elles interviennent avant l'échéance contractuelle du produit,
- enfin, du risque issu du portefeuille d'investissement, dont la fréquence de suivi est mensuelle.

Les risques pris par la table d'exécution ne sont donc pas générés par des opérations spéculatives mais résultent essentiellement d'opérations de placement de la trésorerie ou d'intermédiation clients.

L'exposition au marché secondaire a vocation à être débouclée dès qu'elle atteint une taille d'encours suffisante.

Les activités de montage de produits structurés n'induisent pour leur part pas de risques de marché significatifs. En effet, l'instrument dérivé permettant l'indexation de la performance (contrat de swap notamment) s'adosse en règle générale de manière stricte, soit à un instrument aux caractéristiques identiques contracté avec l'OPCVM, soit à l'engagement de rémunération attendu par le client investisseur dans l'EMTN. Des écarts d'adossement peuvent survenir en période de lancement de fonds à formules, mais ceux-ci restent exceptionnels et n'ont pas vocation à perdurer.

L'octroi de concours à la clientèle (crédits ou engagements de financement) n'induit pas, de manière usuelle, une exposition à des risques de marché (risque de taux d'intérêt ou risque de change), un mécanisme de cessions ou de transactions internes transférant ladite exposition à la table d'exécution.

En d'autres termes, l'ensemble des risques de marché, qu'ils soient associés initialement aux opérations avec la clientèle ou qu'ils proviennent des activités de compte propre, est centralisé et géré par la salle d'exécution de la Banque ou, dans le cas spécifique de l'animation du marché secondaire des produits structurés, par l'équipe d'ingénierie financière.

Section 2. – Méthodes de suivi et d'évaluation**Principes d'approbation des risques de marché**

Des autorisations d'exposition maximale aux différents risques de marché sont accordées par le Directoire et soumises à la ratification du Conseil de Surveillance.

Ces limites sont exprimées de quatre manières :

- en montant absolu de portage : cette limite correspond au montant maximum acceptable, dans une devise déterminée, de la position nette dans ladite devise dans le cadre des activités de change,
- en sensibilité : la sensibilité est définie comme le montant de perte potentielle pour une variation spécifique d'un risque (taux d'intérêt, cours de change),
- en stop loss : il s'agit des montants de pertes cumulées sur une période donnée (calculés en jours ou années) qui ne peuvent être dépassés, sauf à liquider immédiatement la position. Les limites en stop loss sont également fixées par les desks trésorerie et change,
- en perte potentielle maximale : il s'agit du montant de perte estimée à horizon d'un an résultant du portage de produits structurés. La limite est définie à partir d'un scénario d'évolution défavorable des prix qui tient compte des protections généralement associées à cette catégorie d'actifs financiers.

Le suivi du respect des limites de risques de marché

Les opérateurs de la table d'exécution et de l'équipe d'ingénierie financière de la Banque ont l'obligation de respecter, en permanence, l'ensemble des limites de risques de marché.

En outre, le Contrôle des risques pour compte propre de la Banque (qui fait partie de la Direction Centrale des Risques et qui est strictement indépendant du front office) vérifie le respect des limites de marché pour l'ensemble des activités de la table d'exécution sur la base de reportings quotidiens. Le contrôle du respect des limites de marché pour l'activité de structuration est effectué sur une base hebdomadaire.

S'agissant spécifiquement des opérations initiées de gré à gré avec un client, la Direction Centrale des Risques vérifie le parfait adossement (nature et sens des options, nature du sous-jacent, prix d'exercice, échéance de l'opération) auprès d'une contrepartie de marché (étant précisé que les opérations sur options sont systématiquement réalisées en back to back, c'est-à-dire que toute opération sur option conclue avec un client est systématiquement et immédiatement retournée dans le marché, par conclusion d'une opération de sens inverse avec une contrepartie de marché).

Section 3. – Exposition aux risques de marché

Le tableau ci-dessous détaille l'exposition des activités de marché aux risques de change, de taux et sur actions au cours des deux derniers exercices.

(En milliers d'euros.)	2024	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	Limites définies début	Fin d'année		Moyenne		Minimum		Maximum	
Risque de change *	400	101	354	125	320	33	28	220	372
Risque de taux **	6.000	1.045	85	1.624	2.707	347	85	2.838	5.218

* sensibilité à 8 % des positions de change opérationnelles, sans prise en compte des corrélations.

** sensibilité à 1 % à une variation uniforme et parallèle des taux des portefeuilles de trésorerie, sans prise en compte des corrélations.

Le Groupe estime que son exposition globale aux risques de marché est faible, conformément à l'appétence de sa holding faîtière et à la politique de gestion des risques qu'il a défini et mis en œuvre.

La plupart des opérations sont réalisées pour le compte de la clientèle et couvertes immédiatement et intégralement auprès d'une contrepartie de marché

Partie 4. – Gestion de liquidité et du financement

Le risque de liquidité est le risque pour le Groupe de ne pas être en mesure de faire face à ses engagements à leur échéance ou encore de ne pouvoir dénouer une position en raison de la situation du marché. Le risque pour le Groupe de ne pas pouvoir faire face à ses engagements peut résulter à la fois de la transformation d'échéances (emprunt sur des échéances courtes pour prêter sur des échéances plus longues) et d'une impossibilité de contracter de nouveaux emprunts, à un prix acceptable, que ce soit sous l'effet de conditions générales du marché ou de facteurs spécifiques au Groupe.

Section 1. – La liquidité des emplois

La liquidité des emplois, c'est-à-dire leur disponibilité immédiate ou la possibilité de les céder rapidement à un coût raisonnable, pour faire face, notamment, à des retraits ou à des remboursements anticipés et imprévus des ressources, constitue l'un des fondements de la politique de trésorerie et de gestion actif-passif de la Banque. Celle-ci accepte, par là même, que cette attitude de prudence, voire conservatrice, réduise les opportunités d'optimisation de la rentabilité des emplois dont une maturité plus longue permettrait d'obtenir des marges additionnelles.

La maîtrise de cette politique repose, en premier lieu, sur la centralisation des décisions d'emplois :

- au niveau de la table d'exécution pour la trésorerie courante,
- au niveau de la Direction Financière, sur décision du Directoire, pour les portefeuilles de titres.

Le refinancement du portefeuille de crédits à la clientèle est lui-même assuré de manière centralisée à la table d'exécution par l'intermédiaire de contrats internes.

Le Comité de gestion actif-passif auquel siège la Direction Centrale des Risques s'assure du respect de cette politique de manière périodique (trois à quatre fois par an). Depuis l'émergence de la crise de liquidité interbancaire, le Contrôle des risques pour compte propre établit un état de liquidité opérationnelle sur base quotidienne et a développé un stress scénario en matière de liquidité afin de tester selon une fréquence mensuelle la robustesse du bilan à un choc.

Les résultats de ce stress-test sont positifs puisque la Banque conserve en tout état de cause un solde de liquidité largement créditeur.

Le Groupe n'est donc pas a priori dépendant du marché pour faire face à ses engagements. La méthodologie relative à la mesure du risque de liquidité a évolué de façon à tenir compte, de manière plus fine :

- d'une part, de l'impact de l'environnement externe (dégradation des Bourses de valeur, appréciation brutale du dollar par rapport à l'euro) sur la valorisation des produits dérivés et donc du volume de collatéraux versés,
- d'autre part, de la répercussion de rachats massifs sur le montant des découverts accordés aux OPCVM impactant par là même la trésorerie disponible.

Les résultats ont confirmé, là encore, la bonne résistance du bilan. Plusieurs indicateurs attestent de la liquidité des emplois :

- le volume des emplois de trésorerie « disponible », comprenant notamment la trésorerie au jour le jour et les titres mobilisables à court terme, a été systématiquement supérieur à 1 milliards d'euros pendant l'exercice 2024. Il ressort à environ 1,5 milliards d'euros au 31 décembre 2024,
- les emplois de trésorerie à terme, sous forme de titres obligataires et de titres de créances négociables, s'inscrivent dans le cadre de critères stricts : signature de premier plan, sélectionnée de manière rigoureuse par le Comité des Crédits, et durée d'investissement limitée. Le montant de ces emplois s'élève à 72,9 millions d'euros au 31 décembre 2024,
- les concours à la clientèle sous forme de crédits échéancés ressortent à 510 millions d'euros au 31 décembre 2024, s'inscrivant en légère baisse par rapport à l'année dernière,
- le portefeuille-titres de placement (hors participations dans les entreprises mises en équivalence) est également limité dans son montant et dans son objet. Au 31 décembre 2024, il se compose de 54,3 millions d'euros de titres à revenu variable (hors OPCVM monétaires utilisés dans le cadre de la gestion de trésorerie des filiales), pour l'essentiel sous la forme de lignes d'OPCVM maison acquises dans le cadre de la politique d'amorçage. Le portefeuille-titres est encadré par un système de limites visant à encourager une diversification satisfaisante et à favoriser la détention d'actifs liquides. Le statut de ces derniers titres (à céder ou à conserver) est examiné périodiquement par le Comité de gestion actif-passif qui ne valide le maintien de ces valeurs en portefeuille qu'aux fins de soutenir le développement du produit ou de la gamme de produit. Un dispositif complémentaire d'encadrement du portefeuille-titres a été défini au niveau du groupe Edmond de Rothschild.

Il en résulte un ratio LCR très conservateur qui s'affiche à 314,3 % et un ratio NSFR égal à 133,4 % au 31 décembre 2024.

Exposition au risque de liquidité au titre des fonds

Les indicateurs de liquidité des fonds sensibles sont suivis quotidiennement par le Contrôle des risques premier niveau et sur une base mensuelle lors des Comités de risques premier niveau des filiales, auxquels assiste le Responsable Contrôle pour compte de tiers de la Direction Centrale des Risques. Les éléments consolidés au niveau de toutes les filiales sont remontés mensuellement lors du Comité des Risques Financiers.

En 2024, aucun gate n'a été activé sur l'ensemble des fonds commercialisés par la Banque.

Section 2. – Limitation de la transformation d'échéances

La Banque a décidé – toujours par prudence – de conserver une situation structurelle de transformation « inverse » dans laquelle des ressources d'échéances longues (principalement les capitaux permanents, titres subordonnés remboursables et EMTN dans le cadre d'émissions de produits structurés) couvrent largement des emplois de courte durée.

Les tableaux qui suivent présentent, par date d'échéance, les encours actualisés figurant au bilan :

31 décembre 2024 (En milliers d'euros.)	De 1 à 3 Mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminée	Total
Caisse, Banques centrales et CCP	1.489.558	-	-	-	-	1.489.558
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	62.346	14.557	-	29.073	-	105.976
Instruments financiers dérivés de couverture	450	-	2.471	34.899	-	37.820
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9.647	-	-	766	-	10.413
Titres au coût amorti	15.570	19.910	38.023	-	-	73.503
Prêts et créances sur établissements de crédit	578.424	15.983	359.283	-	-	953.690
Prêts et créances sur la clientèle	842.268	72.961	63.281	292.020	-	1.270.530
Actifs financiers par échéance	2.998.263	123.411	463.058	356.758	-	3.941.490
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	959.946	725.090	423.818	271.751	-	2.380.605
Instruments financiers dérivés de couverture	38	-	546	1.945	-	2.529
Dettes envers les établissements de crédit	88.701	-	-	-	-	88.701
Dettes envers la clientèle	909.413	129.216	15.814	-	-	1.054.443
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	1.958.098	854.306	440.178	273.696	-	3.526.278

31 décembre 2023 (En milliers d'euros.)	De 1 à 3 Mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminée	Total
Caisse, Banques centrales et CCP	2.475.815	-	-	-	-	2.475.815
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	39.867	12.413	-	28.201	-	80.481
Instruments financiers dérivés de couverture	-	47.755	-	-	-	47.755
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	990	-	990
Titres au coût amorti	-	-	79.218	-	-	79.218
Prêts et créances sur établissements de crédit	835.091	-	-	-	-	835.091
Prêts et créances sur la clientèle	757.492	31.528	105.390	318.349	-	1.212.759

Actifs financiers par échéance	4.108.265	91.696	184.608	347.540	-	4.732.109
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	791.013	619.108	820.071	512.953	-	2.743.145
Instruments financiers dérivés de couverture	3.477	-	-	-	-	3.477
Dettes envers les établissements de crédit	35.263	-	-	-	-	35.263
Dettes envers la clientèle	1.105.899	211.901	189.782	50.907	-	1.558.489
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	1.935.652	831.009	1.009.853	563.860	-	4.340.374

L'évaluation et le suivi opérationnel de la transformation s'effectuent mensuellement sur la base d'impasses de liquidité déterminées à partir du bilan social. Ce périmètre s'avère pertinent dans la mesure où la Banque a centralisé en son sein le pôle de refinancement de ses filiales, qui, par ailleurs, développent des activités peu consommatrices en ressources.

La gestion du risque de liquidité structurel est encadrée par trois limites revues périodiquement en Comité de gestion actif-passif. Le tableau ci-dessous détaille les montants constitutifs de ces impasses au 31 décembre 2024.

Période	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
En millions d'euros	1.075	1.689	1.199	473	319	281	215	62

En dépit d'une politique prudente en matière de gestion financière, la Banque n'écarte pas la possibilité d'un remboursement anticipé significatif des ressources de sa clientèle. Ainsi, un scénario particulièrement défavorable a été développé dans ce sens. Il est également produit mensuellement pour être reporté en Comité des Risques puis en Comité de gestion actif-passif. Il ressort de ce scénario que la Banque pourrait satisfaire aisément aux contraintes fortes retenues à titre d'hypothèses, à savoir :

- assurer le remboursement immédiat des ressources à terme de maturité inférieure à un an,
- rembourser la moitié des ressources longues provenant de l'activité de détail,
- honorer ses engagements suite à la raréfaction des ressources à vue (hypothèse de diminution du tiers des dépôts à vue).

Dans l'éventualité d'une crise de liquidité grave affectant la Banque, un plan de financement d'urgence a été déterminé. Celui-ci prévoit trois possibilités de financement afin de parer à une insuffisance de liquidités :

- mobilisation des actifs éligibles auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE),
- utilisation des lignes de financement disponibles auprès des correspondants bancaires,
- cession des actifs liquides non éligibles auprès de la BCE.

Le plan d'urgence prévoit aussi la mise en œuvre d'une gouvernance dédiée, réactive et adaptée au niveau d'urgence.

Section 3. – Diversification des sources de financement

Eu égard à ses métiers de base, les ressources de la clientèle et interbancaires de la Banque ne résultent pas d'une politique active de recherche de moyens pour assurer le financement de ses emplois, mais sont le reflet de son activité de gestion d'actifs (dépôts de la clientèle privée, dépôts intra-groupe, émissions de produits structurés, opérations de pension avec les OPCVM), et de l'animation de la signature de la Banque au sein du marché monétaire.

La Banque apporte, néanmoins, une attention particulière à la diversification de ses sources de financement qui constitue l'un des socles de sa politique de gestion du risque de liquidité. Le tableau suivant fournit une indication de la diversité de ses sources de financement au 31 décembre 2024 :

En millions d'euros	Banques		Particuliers*		Autres		Total	
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
Emprunts de trésorerie	499,8	2	974,2	NA	-	-	1.474,0	NA
Comptes à terme	NA	NA	339,3	NA	NA	NA	339,3	NA
Certificats de dépôts	-	-	-	-	89,1	6	89,1	6
EMTN Ingénierie Financière	0	0	816,9	850	-	-	816,9	850

(*) La colonne « Particuliers » recouvre, pour les émissions de produits structurés, les données relatives aux clients de la Direction de la banque privée. Il est par contre difficile d'estimer avec précision le nombre d'investisseurs qui ont souscrit par l'intermédiaire d'autres canaux de distribution.

Partie 5. – Gestion du risque de taux d'intérêt global

Section 1. – Définition et origine du risque de taux global

Le risque de taux d'intérêt global correspond au risque de pertes encouru au titre de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors-bilan à taux fixe (à l'exception des instruments de taux du portefeuille de trading, relevant des risques de marché), sous l'effet d'un déplacement parallèle et uniforme de la courbe des taux d'intérêt.

La sensibilité calculée par la Banque est définie comme la variation de la valeur actuelle nette des positions résiduelles à taux fixe futures sous l'effet d'une hausse uniforme et parallèle de la courbe des taux d'intérêt. La sensibilité et son évolution sont calculées à l'aide d'un logiciel ad hoc (RiskConfidence développé par l'éditeur Moody's Analytics), sur la base d'une variation des taux d'intérêt à hauteur de 1 % et 2 %.

Section 2. – Exposition au risque de taux global

Le risque de taux global issu des activités de crédit est structurellement faible. En effet, les concours à la clientèle sont principalement accordés selon des références de taux variables (notamment EURIBOR 3 mois) et « refinancés » en interne (avec la table d'exécution) selon des références de même nature.

Le Groupe gère son exposition au risque de taux d'intérêt global dans le cadre d'une limite en sensibilité traduisant la valeur actuelle nette de la perte encourue en cas de variation défavorable uniforme de 200 points de base des différentes courbes de taux.

Le tableau ci-dessous rapporte les niveaux d'impasse globale à taux fixe par période future, à partir du 31 décembre 2024, sous hypothèse d'un écoulement contractuel du stock des actifs et passifs, sans production nouvelle :

Période	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
En millions d'euros	303	272	362	391	381	358	336	304

L'impasse à moyen/long terme résulte essentiellement de crédits clientèles nantis et d'obligations émises par l'Etat français. Il en ressort que la sensibilité à une variation uniforme de 200 points de base de la courbe des taux d'intérêt s'élève à 1,05 million d'euros au 31 décembre 2024.

Pour des montants de participations significatifs, la Banque peut être amenée à immuniser l'investissement contre le risque de change en empruntant la devise pour un montant équivalent. Les encours ci-dessus ont été financés dès l'origine par l'achat de devises

Partie 6. – Gestion du risque structurel de change

La position de change structurelle du portefeuille d'investissement de la Banque est liée à ses investissements en devises. Elle résulte, pour l'essentiel, d'achats de parts de fonds libellés en monnaies étrangères, réalisés dans le cadre de la politique d'amorçage. Ces encours sont indiqués dans le tableau suivant arrêté au 31 décembre 2024 :

Devise	Montant (En milliers d'euros.)
CNY	8.533
USD	122

VII. – Rapports des Commissaires aux Comptes

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société EDMOND DE ROTHSCHILD (FRANCE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des écarts d'acquisition et des participations dans les entreprises mises en équivalence

Risque identifié

Les écarts d'acquisitions, qui correspondent à la différence entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs des entités acquises, s'élèvent à 50,1 M€ au 31 décembre 2024 contre 50,1 M€ à la clôture de l'exercice précédent et sont décrits à la note 3.13 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les participations mises en équivalence s'élèvent à 8,9 M€ au 31 décembre 2024 contre 8,5 M€ au 31 décembre 2023 et sont détaillées dans la note 3.10 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces participations ont généré une contribution au résultat de 0,1 M€.

Les écarts d'acquisition sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie et font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Il y a perte de valeur dès que la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable ; elle est actée par une dépréciation de l'écart d'acquisition.

Nous avons considéré que la valorisation des écarts d'acquisitions et les participations dans les entreprises mises en équivalence constituaient un point clé de l'audit en raison de :

- leur montant significatif au regard du bilan consolidé ;
- l'importance du jugement de la Direction dans le choix des paramètres des tests de dépréciation et ;
- l'incidence matérielle sur les résultats du Groupe d'une erreur de jugement ou d'un changement d'estimation.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons examiné la méthodologie retenue par le groupe pour mesurer un éventuel besoin de dépréciation des écarts d'acquisition ainsi que pour l'évaluation des participations dans les entreprises mises en équivalence.

Les travaux effectués ont essentiellement consisté en :

- une revue critique des plans d'affaires prévisionnels à partir desquels ont été déterminés les flux de trésorerie prévisionnels ;
- le contrôle des calculs réalisés et l'appréciation critique des hypothèses utilisées par la direction pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini utilisés dans les calculs des flux de trésorerie actualisés, le cas échéant en les confrontant à des sources externes ;
- l'examen de la documentation par le management des éléments qualitatifs qui peuvent venir, le cas échéant, en complément du résultat des approches quantitatives ;
- l'examen de la documentation étayant les sorties du périmètre ainsi que les conséquences comptables de ces sorties ;
- enfin nous avons vérifié que les notes aux états financiers donnaient une information complète et appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président du directoire.

S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen. Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société EDMOND DE ROTHSCHILD (FRANCE) par votre assemblée générale du par votre assemblée générale du 29 mai 1999 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et pour le cabinet Grant Thornton Audit.

Au 31 décembre 2024, nos deux cabinets étaient dans la 26^{ème} année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Frank Vanhal

Grant Thornton Audit
Christophe Bonte

VIII. — Rapport de gestion

Les rapports de gestion sociaux et consolidés sont tenus à la disposition du public au siège social d'Edmond de Rothschild (France), 47 Rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris 8e.